INTERNATIONAL JOURNAL OF GOVERNMENT AUDITING

La revue internationale de l'audit gouvernemental

Adaptation au changement climatique et audits : Initiatives internationales et approches novatrices

Q4 2024 intosaijournal.org

Le comité de rédaction

Margit Kraker, Présidente, Rechnungshof, Autriche
Karen Hogan, Auditeur général, Canada
Nejib Gtari, Premier Président, Cour des Comptes, Tunisie
Gene L. Dodaro, Contrôleur général, États-Unis d'Amérique
Elvis Amoroso, Contrôleur général, Venezuela

Le Président

Michael Hix (U.S.A.)

La rédactrice en chef et vice-présidente

Jessica Du (États-Unis)

L'administration et les opérations

Peter Knopes (États-Unis)
Tonita Gillich (États-Unis)

Les rédacteurs associés

Secrétariat de l'AFROSAI
Secrétariat de l'ARABOSAI
Secrétariat de l'ASOSAI
Secrétariat du CAROSAI
Secrétariat de l'EUROSAI
Secrétariat OLACEFS
Secrétariat du PASAI
Secrétariat général de l'INTOSAI
Bureau du vérificateur général, Canada
Bureau du vérificateur général, Tunisie
Bureau du vérificateur général, Venezuela
U.S. Government Accountability Office (Bureau de la responsabilité gouvernementale)

INTERNATIONAL JOURNAL
OF GOVERNMENT AUDITING

Q4 2024- Adaptation au changement climatique et audits : Initiatives internationales et approches innovantes
Vol. 51, No. 4

La Revue internationale de l'audit gouvernemental est publié trimestriellement en allemand, anglais, arabe, espagnol et français au nom de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Le Journal, qui est un organe officiel de l'INTOSAI, se consacre à l'avancement des procédures de l'avancement des procédures et des techniques d'audit techniques de contrôle des finances publiques. Les opinions et les croyances exprimées sont celles des contributeurs individuels et ne reflètent pas nécessairement reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'organisation.

Les rédacteurs en chef invitent les lecteurs à soumettre des articles, des rapports spéciaux, d'articles, de rapports spéciaux et de nouvelles, qui doivent être envoyés à la rédaction à l'adresse suivante à l'adresse suivante

U.S. Government Accountability Office
441 G Street, NW, Room 7814
Washington, D.C. 20548
U.S.A.

Courriel : intosaijournal@gao.gov

Étant donné que la revue est un outil d'enseignement, les articles les plus susceptibles d'être acceptés sont ceux qui traitent de la pragmatique et de l'éthique. les articles les plus susceptibles d'être acceptés sont ceux qui traitent des aspects pragmatiques de l'audit du secteur public. Il s'agit notamment d'études de cas des études de cas, des idées sur de nouvelles méthodologies d'audit ou des détails sur des programmes de formation à l'audit. programmes de formation à l'audit. Les articles qui traitent principalement de théorie ne sont pas appropriés. Les lignes directrices pour la soumission d'articles sont disponibles à l'adresse suivante : https://intosaijournal.org/submit-an-article/.

La revue est distribuée gratuitement par voie électronique aux membres de l'INTOSAI et aux autres parties intéressées. Il est Il est disponible en ligne sur intosaijournal.org et intosai.org, et en contactant le journal par courriel à intosaijournal@gao.gov.

Illustration de la couverture source: Adobe Stock Images, piyaset

TABLE DES MATIÈRES

DANS CETTE ÉDITION

EDITORIAL

Le changement transformationnel dans la vérification environnementale: L'itinéraire de l'ISC des Maldives 4

Le rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans un monde en évolution 12

ARTICLE DE FOND - LES INITIATIVES MONDIALES DE L'INTOSAI EN MATIÈRE DE CLIMAT

Le changement climatique : Une priorité croissante pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques 16

ClimateScanner - Une méthodologie innovante permettant aux ISC de contrôler les mesures prises par les gouvernements en matière de changement climatique 21

Nations Unies - Le Symposium de l'INTOSAI engage la discussion sur le rôle des ISC dans l'action climatique 27

Une coopération mondiale pour que les gouvernements rendent compte de leurs Actions d'adaptation au changement climatique. 32

Le Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit environnemental engage les auditeurs dans des activités clés tout au long de l'année 2024 36

ARTICLE DE FOND - RÔLE DES INSTITUTIONS DE CONTRÔLE DANS LE RISQUE CLIMATIQUE ET LA RÉSILIENCE

Votre stratégie climatique est-elle suffisamment solide ? Le pouvoir des dépenses intelligentes 40

Audit du changement climatique : Impact, risque et résilience 44

ARTICLE DE FOND - APPROCHES NOVATRICES EN MATIÈRE D'AUDIT CLIMATIQUE

Approches systématiques des audits de performance des politiques environnementales 49

Une "Communauté transition écologique" fait le plein d'outils pour la Cour des comptes de France 54

Application de la prospective stratégique à l'audit de performance : Étude de cas de l'audit de la transition énergétique en Indonésie 60

PLEINS FEUX SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Des leaders qui enseignent : Le programme de professeurs adjoints du GAO élargit les capacités des auditeurs 68

PLEINS FEUX SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Exploiter l'IA en vue de transformer les audits ex ante des marchés publics 72

EDITORIAL

L'auteur principal, Hussain Niyazy - Auditeur général de l'ISC des Maldives et Vice-président du WGEA de l'INTOSAI. Source : ISC Maldives

Le changement transformationnel dans la vérification environnementale: L'itinéraire de l'ISC des Maldives

Auteur principal : Hussain Niyazy - Auditeur général de l'ISC des Maldives et Vice-président de l'INTOSAI WGEA

Co-auteurs: Mohamed Ibrahim Jaleel – Directeur, Unité de la vérification environnementale, Ibrahim Aiman - Auditeur général adjoint, Division des audits de performance et des audits spéciaux, Rauhath Hussain - Directeur, Département de l'audit de performance

Introduction

D'une vue aérienne, les Maldives apparaissent comme un éblouissant collier de perles, avec ses îles éparses formant des atolls complexes dans l'océan Indien. Pourtant, le véritable cœur de notre nation se trouve sous la surface : notre système vaste et vital de récifs. S'étendant sur 4 513 kilomètres carrés, ces récifs sont les septièmes plus grands au monde et abritent un écosystème diversifié de plus de 1 200 espèces marines. Pour notre petite nation insulaire, ces eaux vierges, cette vie marine dynamique et ces plages de sable ne sont pas seulement des trésors naturels, mais aussi l'épine dorsale de notre économie. En outre, nos récifs agissent comme des barrières cruciales, protégeant nos îles basses - dont 80 % se trouvent à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer - des forces implacables de l'océan.

Une mission transformatrice : renforcer la responsabilité environnementale

Malgré leur rôle essentiel, nos récifs se détériorent rapidement. Cela met en évidence la fonction essentielle de notre Institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC), qui est de garantir la responsabilité en matière d'environnement. Notre mission va au-delà du maintien de la stabilité économique ; elle consiste à préserver l'avenir des générations futures. Confrontée aux graves conséquences du changement climatique, telles que l'élévation du niveau des mers, le réchauffement des océans, l'acidification et des phénomènes météorologiques de plus en plus intenses, notre ISC s'est lancée dans un voyage de transformation afin de renforcer ses capacités d'audit environnemental. Nous avons effectué des audits sur l'érosion côtière, la gestion de l'eau, la réduction des risques de catastrophes, la diversification de la pêche, la gestion des systèmes d'égouts et la préparation aux ODD. Nos audits en cours portent également sur la biodiversité, la gestion des déchets, l'adaptation au changement climatique et la mise en œuvre des ODD.

Apprentissage pratique : de la théorie à l'expérience sur le terrain

Un élément central de notre stratégie a été la reconnaissance du fait qu'un audit environnemental efficace exige plus que des connaissances théoriques. Notre équipe d'audit, dirigée par un expert en environnement et composée à l'origine principalement de professionnels de la comptabilité ayant une expertise limitée en matière d'environnement, a fait l'objet d'expériences pratiques approfondies sur le terrain. Il s'agissait notamment d'analyser les eaux souterraines à l'échelle de l'île, d'effectuer des relevés aériens sans pilote et d'évaluer divers écosystèmes. Cette expérience pratique a permis à notre équipe d'approfondir sa compréhension des défis environnementaux et de leurs impacts. Le passage d'un travail de bureau à un travail de terrain a considérablement transformé le point de vue de l'équipe, favorisant une profonde appréciation des ressources environnementales qu'elle est chargée de protéger et renforçant sa capacité à relever des défis complexes. Ce changement a conduit à des interactions plus éclairées avec le personnel technique des entités auditées et à un engagement renforcé dans la vérification environnementale.

Source : ISC Maldives

Intégration communautaire : élargir l'horizon de l'audit

L'implication de la communauté dans le processus d'audit était limitée avant notre changement de stratégie. Notre nouvelle approche a intégré des jeunes de la région en tant qu'enquêteurs, en les faisant participer à une session de formation des formateurs (ToT, sigle anglais). Les jeunes ont participé à la réalisation d'enquêtes sociales et à la perception du public dans le cadre des audits de performance environnementale. Cette intégration a élargi la portée et l'inclusivité de nos audits, aboutissant à un rapport reflétant une perspective communautaire globale et marquant une avancée significative dans nos pratiques d'audit.

Source : ISC Maldives

Tirer parti de la technologie : SIG et analyse des données

Pour faire face aux contraintes financières liées à l'exploration physique intensive, nous avons intégré une formation aux systèmes d'information géographique (SIG) et à l'analyse des données. En tirant parti d'un abonnement existant à une plateforme de gestion de l'apprentissage en ligne, notre équipe a développé une expertise en SIG, qui a été appliquée lors d'audits pour identifier des problèmes tels que la non-conformité des évaluations d'impact sur l'environnement. Cette capacité technique nous a permis de publier des conclusions critiques concernant les écarts entre les besoins en ressources et la mise en œuvre, l'évaluation des risques et la conformité environnementale dans les audits de performance du projet d'eau et d'assainissement de la ville de Fuvahmulah et l'audit de performance sur l'approvisionnement en eau pendant la saison sèche aux Maldives. Par ailleurs, nous intégrons également cette évaluation dans nos audits environnementaux en cours.

Source : ISC Maldives

L'audit prêt pour l'avenir : sessions de prospective et programmes de stages

Conscients de la nécessité d'adapter en permanence nos pratiques d'audit, nous avons organisé des séances de prospective qui ont permis à notre équipe de se familiariser avec des sujets d'audit nouveaux et essentiels en faisant appel à des experts en la matière. Ces séances ont permis d'étayer nos plans de travail, notamment sur des sujets tels que le déclin des pêcheries nordiques et la planification de l'adaptation au changement climatique. Nous avons également mis en place un programme de stages dans le domaine de l'environnement afin d'entrer en contact avec des étudiants dans ce domaine. Les commentaires des stagiaires ont mis en évidence la nécessité d'une formation spécialisée en matière de vérification environnementale et ont suggéré d'intégrer des modules d'audit dans les programmes de gestion de l'environnement.

Source : ISC Maldives

Une communication efficace : sensibiliser et partager des connaissances

Un aspect crucial de notre stratégie consistait à communiquer efficacement les résultats de l'audit aux parties prenantes, en particulier à la jeune génération. Nous avons organisé de nombreuses sessions de sensibilisation dans différentes îles, en nous adaptant à des défis tels que le mauvais temps, en utilisant des plateformes en ligne. Nous avons également commencé à soumettre des résumés d'audit traduits à la base de données du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA), contribuant ainsi à la base de connaissances internationale.

Source : ISC Maldives

Reconnaissance mondiale : la collaboration internationale

Notre engagement à relever les défis mondiaux a été marqué par notre entrée au sein de l'INTOSAI WGEA en 2022 et par l'accueil de sa 30ème Assemblée sur l'île d'Ukulhas, aux Maldives. Cet événement a mis en évidence le besoin urgent d'une résilience mondiale face au changement climatique. Nous restons activement impliqués dans les Groupes de travail de l'INTOSAI WGEA, tels que le scanner climatique, les actions d'adaptation au changement climatique et la comptabilité environnementale.

Le succès de notre stratégie a été rendu possible grâce au soutien inestimable de la présidence de l'ISC de Finlande et d'autres Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) siégeant au Comité de pilotage du WGEA. Leurs efforts pour transformer la structure de gouvernance du groupe de travail ont permis aux ISC les moins dotées en ressources, telles que les petits États insulaires en développement (PEID) comme le nôtre, de contribuer de manière significative à sa gestion. Nous sommes très reconnaissants de ce soutien, qui a joué un rôle déterminant dans notre nomination au poste de Vice-président du Groupe de travail de l'INTOSAI par le Comité de pilotage. Ce rôle reflète non seulement nos capacités accrues, mais aussi l'esprit de collaboration qui règne au sein de la communauté internationale de l'audit. En tant que Vice-président du WGEA de l'INTOSAI, nous nous engageons à représenter le point de vue des petits États insulaires en développement (PEID) dans les discussions mondiales sur les pratiques de vérification environnementale et à partager nos expériences avec d'autres ISC.

Source : ISC Maldives

Notre engagement continu en faveur de la vérification environnementale est également démontré par des publications dans des revues spécialisées sur des sujets connexes. Parmi les articles récents, citons « Auditing Plastic Waste : Case of The Maldives » dans l'Asian Journal of Government Audit et « Small Island Developing States and Climate Challenges : Perspectives from the INTOSAI WGEA, PASAI, and the Maldives » dans la Revue de l'INTOSAI.

Conclusion : un engagement en faveur de l'excellence et de l'impact mondial

Les changements stratégiques mis en œuvre par le Bureau de l'auditeur général des Maldives ont considérablement renforcé nos capacités de vérification environnementale. En investissant dans le développement des équipes, l'engagement communautaire et l'expertise technique, nous nous sommes imposés comme des leaders en matière de pratiques de vérification environnementale. Nos réalisations soulignent l'efficacité de notre stratégie et notre impact transformateur, tant en interne qu'au sein de la communauté mondiale de l'audit. Nous souhaitons exprimer notre gratitude envers les principales parties prenantes qui ont permis cette transition, à savoir la présidence de l'INTOSAI, l'ISC du Brésil grâce au soutien bilatéral et à l'accent mis sur le développement des ISC des PEID, la Présidence de l'INTOSAI WGEA, l'ISC de Finlande et les membres du Comité de pilotage du groupe de travail, l'Initiative de développement de l'INTOSAI grâce à son Programme des jeunes leaders des ISC (SAI Young Leader Program) qui a facilité des éléments essentiels de la stratégie de changement et l'ISC de l'Inde grâce à de nombreuses opportunités de renforcement des capacités et au soutien bilatéral.

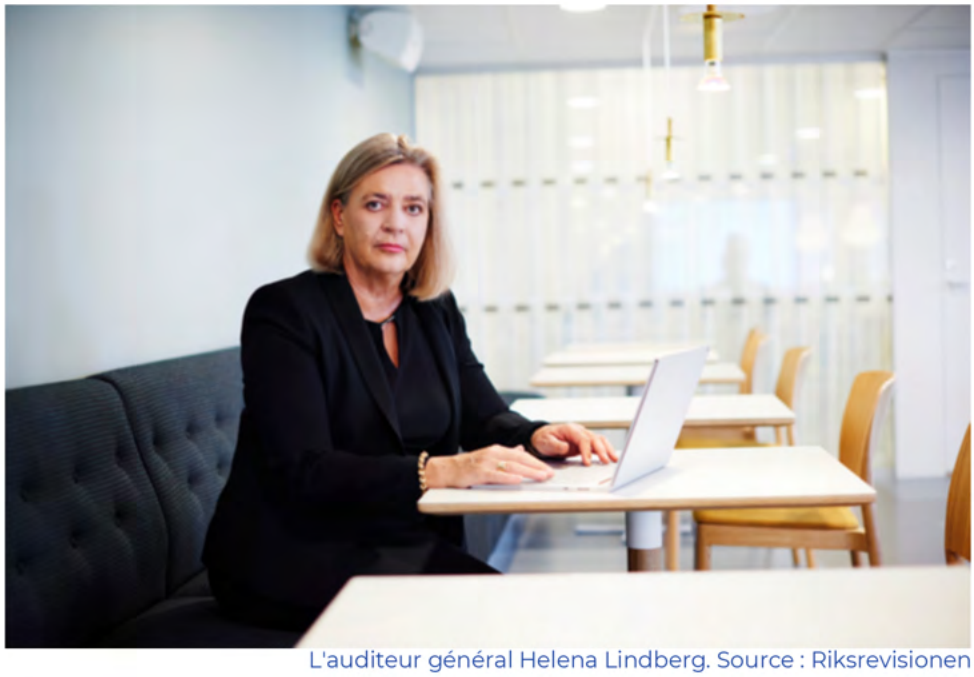
Source : ISC Maldives

La reconnaissance de la Vice-présidence du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI témoigne de notre rôle accru et de notre dévouement inébranlable à la promotion de l'audit d'environnement et de l'obligation de rendre compte. Elle reflète notre engagement à diriger les efforts mondiaux dans ce domaine vital, en veillant à ce que notre travail continue à susciter des changements positifs et à inspirer des actions à l'échelle mondiale.

Source : ISC Maldives

Les coauteurs (de gauche à droite) : Ibrahim Aiman - Auditeur général adjoint, Division des audits de performance et des audits spéciaux ; Rauhath Hussain - Directeur, Département des audits de performance ; Mohamed Ibrahim Jaleel - Directeur, Unité d'audit environnemental.
Source : ISC Maldives

EDITORIAL



L'auditeur général Helena Lindberg. Source : Riksrevisionen

Le rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans un monde en évolution

Par l'Auditrice générale Helena Lindberg, Riksrevisionen

Introduction

En tant qu'Auditrice générale, j'ai eu le privilège de superviser notre institution nationale d'audit au cours d'une période de changement et de défis importants. En réfléchissant à mes sept années de mandat, je retiens plusieurs thèmes clés et enseignements qui me semblent essentiels pour le développement et l'efficacité des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) à l'échelle mondiale.

Le parcours d'un Auditeur général est un parcours d'apprentissage et d'adaptation continus. Nous sommes confrontés à un paysage de défis et d'opportunités en constante évolution. Cependant, avec une vision claire, une réflexion stratégique et une équipe engagée pour nous aider, nous pouvons naviguer dans ces complexités et avoir un impact significatif.

Aspects à prendre en compte dans la gestion des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques

Les ISC sont aujourd'hui confrontées à l'évolution rapide de la gouvernance du secteur public. Les gouvernements font face à des défis mondiaux complexes et interconnectés, tels que le changement climatique, les menaces de cybersécurité et les crises de santé publique. Ces défis nécessitent une approche plus agile et plus prospective de l'audit, tout en restant fidèles à notre tâche principale d'auditeurs.

J'ai relevé certains aspects que j'aimerais partager avec vous pour que les Institutions supérieures de contrôle restent pertinentes et s'acquittent de leur importante mission.

Culture interne positive

Au sein de notre organisation, la promotion d'une culture interne positive a été primordiale. Un environnement inclusif et favorable dans lequel les employés se sentent valorisés et en confiance est essentiel pour le changement. Au fil des ans, nous avons priorisé à l'instauration d'une culture de la confiance et de l'innovation. Sous ma devise « Une cour des comptes à l'avant-garde », mon objectif a été d'instiller un sentiment d'unité et une volonté d'atteindre des objectifs communs. Cela a non seulement amélioré le moral et l'engagement des employés, mais a également favorisé l'innovation dans nos processus et méthodologies d'audit. Nous avons introduit des initiatives qui encouragent la collaboration, le partage des connaissances et l'apprentissage continu, qui sont essentiels pour rester en tête dans un monde en évolution rapide.

Réflexion stratégique

La réflexion stratégique est un autre élément clé de notre succès. Lorsque j'ai pris mes fonctions d'Auditrice générale, notre organisation était confrontée à plusieurs défis, notamment une structure fragmentée et un manque d'orientation stratégique cohérente. Nous nous sommes engagés dans un processus complet de planification stratégique, qui impliquait la définition de buts et d'objectifs clairs, l'alignement de nos ressources et de nos efforts, ainsi que le suivi et l'ajustement continus de nos stratégies. Cette approche stratégique nous a permis de mieux anticiper les risques et les opportunités émergents et d'y répondre, garantissant ainsi la pertinence et l'impact de notre travail.

Numérisation

La révolution numérique a transformé la manière dont nous menons nos audits. Les outils et technologies numériques ont renforcé notre capacité à collecter, analyser et interpréter de vastes quantités de données, ce qui permet d'obtenir des conclusions d'audit plus solides et fondées sur des éléments probants. Nous avons investi dans le renforcement de nos capacités numériques, notamment dans l'analyse des données, l'IA et les technologies de la blockchain, ce qui nous a permis de réaliser des audits plus efficients et plus efficaces. Toutefois, cette transformation numérique entraîne également de nouveaux défis, tels que la garantie de la sécurité et de la confidentialité des données, que nous devons relever en permanence.

Indépendance et bonnes relations avec le Parlement

L'indépendance des ISC est fondamentale pour leur crédibilité et leur efficacité. Le cadre juridique suédois garantit notre indépendance opérationnelle, ce qui nous permet de réaliser nos audits sans influence ou interférence indue. Il a été tout aussi important de maintenir une relation constructive et transparente avec le Parlement. En engageant un dialogue ouvert, en fournissant des rapports clairs et accessibles et en formulant des recommandations fondées sur des éléments probants, nous avons pu contribuer à instaurer un climat de confiance et à soutenir notre travail au sein du parlement, ce qui a renforcé notre impact.

Source : Journal international de l'audit gouvernemental

Développements au sein de l'INTOSAI et de la Commission chargée du renforcement des capacités

L'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) joue un rôle essentiel dans la promotion de la collaboration, du partage des connaissances et du développement des capacités de ses membres. Au cours de mon mandat d'Auditrice générale et de Vice-présidente de la Commission chargée du renforcement des capacités de l'INTOSAI (CBC), j'ai vu l'INTOSAI se développer de manière très positive. Je voudrais tout particulièrement mentionner notre dernier plan stratégique, qui est plus clair, plus concis et plus réaliste qu'auparavant.

Dans le domaine du développement des capacités, je suis également très fier de notre Plan opérationnel de l'objectif 2 qui, j'en suis sûre, contribuera à mieux cibler les ressources et les initiatives de l'INTOSAI, conformément aux priorités régionales. J'ai également vu la structure de l'INTOSAI pour l'établissement des normes s'améliorer et trouver ses formats, ce qui, je l'espère, se traduira par des processus encore plus efficaces et de meilleures normes à l'avenir.

Dans le cadre de notre travail au sein de la Commission chargée du renforcement des capacités, nous avons mis l'accent sur les besoins des ISC et des régions en matière de renforcement des capacités, en partenariat avec d'autres organes de l'INTOSAI et en dialogue avec des parties prenantes et des partenaires externes. Dans le cadre de ces efforts, nous avons participé activement à des initiatives visant à soutenir les ISC opérant dans des contextes complexes et difficiles en général, et dans les petits États insulaires en développement en particulier. Nous avons également entamé des travaux relatifs à l'audit des fonds des bailleurs de fonds, qui, je l'espère, déboucheront sur de bonnes pratiques tant pour les ISC que pour les bailleurs de fonds, afin de garantir que ce travail important puisse se poursuivre de manière durable. Ces efforts s'inscrivent dans l'ambition de l'INTOSAI de ne laisser personne pour compte et sont essentiels pour garantir que tous les membres de la communauté mondiale de l'audit ont la capacité et l'aptitude à répondre aux besoins divers et changeants de nos sociétés.

Le futur écosystème de la responsabilité

À l'avenir, l'écosystème de la responsabilité continuera d'évoluer. Même si le rôle des ISC restera probablement le même, nous devons adapter nos approches pour traiter les questions émergentes, en tirant parti des nouvelles technologies et méthodologies tout en conservant nos valeurs fondamentales d'indépendance, de transparence et de responsabilité. Une collaboration et une interaction étroites avec d'autres organisations deviendront encore plus essentielles à l'avenir.

Comme je vais bientôt quitter l'Office national d'audit suédois, on m'a demandé de donner quelques conseils à mes collègues. Ce n'est pas une tâche facile, car vous êtes tous hautement qualifiés pour votre travail. Toutefois, si je devais donner un humble conseil, ce serait le suivant : acceptez le changement et l'innovation, favorisez une culture de confiance et de collaboration au sein de vos organisations et maintenez une orientation stratégique sur l'impact à long terme de votre travail. Restez en contact avec vos pairs par l'intermédiaire de forums tels que l'INTOSAI et tirez parti des connaissances et de l'expérience collectives de la communauté mondiale de l'audit. Enfin, ne perdez jamais de vue l'importance de l'indépendance et de la transparence, qui sont les fondements de notre profession.

Source: Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale

Le changement climatique : Une priorité croissante pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques

Auteur : Vivi Niemenmaa, Secrétaire général du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale, Cour des comptes de Finlande

Le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA) a observé une diversité croissante des audits portant sur l'action climatique. Outre l'atténuation du changement climatique, les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) contrôlent de plus en plus l'adaptation au changement climatique et les aspects sociaux. Dans le même temps, les ISC des pays en développement s'engagent davantage. La dernière enquête de l'INTOSAI WGEA montre que l'intérêt des ISC pour les vérifications environnementales et l'audit de l'action climatique continue de croître.

L'INTOSAI WGEA a dressé la carte de l'état de la vérification environnementale pour la 11ème fois dans le cadre de ses enquêtes triennales. La vérification environnementale n'est pas un sujet nouveau pour la plupart des répondants à l'enquête : plus de la moitié des 82 ISC interrogées réalisent des vérifications environnementales depuis plus de dix ans, le plus souvent sous la forme d'audits de performance.

La 11ème enquête montre que la popularité des audits climatiques continue de croître. Tout d'abord, les ISC considèrent le changement climatique comme le problème environnemental le plus urgent. Deuxièmement, l'adaptation au changement climatique est le thème de vérification environnementale le plus populaire au cours de la période de 2021 à 2023, suivi par l'agriculture et les déchets. En outre, au cours de la période de 2024 à 2026, les ISC continueront à donner la priorité à l'adaptation au changement climatique, suivie par l'atténuation du changement climatique (réduction des gaz à effet de serre) et les zones protégées.

Ce que les ISC prévoient d'auditer en au cours de la période 2024 à 2026 : LE TOP DIX	Comparaison avec la 10ème enquête
1. Adaptation au changement climatique	→
2. Atténuation du changement climatique	↑
3. Zones protégées et parcs naturels	↓
4. Eau potable : qualité et approvisionnement	→
5. Énergies renouvelables	↑
6. Gestion de la quantité d'eau/gestion des bassins versants	↑
7. Agriculture	↓
8. Sylviculture et ressources en bois	↓
9. Efficacité énergétique	↑
10. Fonds et subventions nationaux pour l'environnement	↑

Source: Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale

Il y aura plus d'audits dans les pays du Sud et sur l'adaptation

Mais regardons d'abord dans le passé. Dans la sphère du WGEA, le changement climatique s'est imposé dès l'année 2010. Toutefois, la plupart des audits réalisés à l'époque l'ont été dans les pays du Nord, avec un accent prédominant sur l'atténuation du changement climatique. Par exemple, l'audit mondial coordonné sur le climat en 2010 ne comprenait que quelques cas d'audit sur l'adaptation.

Les effets du changement climatique étant devenus évidents, la politique climatique internationale a commencé à mettre l'accent sur la nécessité de s'adapter à l'évolution du climat. Avec le développement des politiques nationales d'adaptation et de leur financement, les audits portant sur l'évaluation de leur mise en œuvre se sont également multipliés. L'audit coopératif mondial en cours sur les actions d'adaptation au changement climatique, soutenu par l'Initiative de développement de l'INTOSAI et impliquant environ 50 ISC, augmentera le nombre d'audits d'adaptation. Avec un autre grand projet mondial, ClimateScanner, lancé par l'ISC du Brésil, le nombre d'examens et d'audits augmentera également dans le Sud. Dans le cadre du ClimateScanner, tout en examinant les activités de leurs gouvernements en matière de climat, les ISC ont une merveilleuse occasion d'identifier d'autres sujets d'audit.

Les audits ont porté sur des domaines politiques entiers et sur des actions sectorielles spécifiques.

Les ISC ont abordé l'action climatique de différentes manières et les audits ont porté sur des domaines politiques entiers et des actions sectorielles spécifiques. Par exemple, l'ISC de France a consacré son dernier rapport annuel à l'adaptation, tandis que l'ISC du Royaume-Uni a audité les objectifs « net zéro » du gouvernement. D'autres approches incluent l'examen par l'ISC Canada de ses rapports antérieurs et des résultats obtenus par le gouvernement fédéral en matière de changement climatique depuis 1998, tandis que l'ISC des États-Unis d'Amérique a développé un cadre de résilience aux risques de catastrophes et l'a appliqué lors de plusieurs audits. Toutefois, il est plus courant d'auditer la mise en œuvre d'actions dans des secteurs spécifiques, tels que les transports, l'agriculture ou l'énergie. Par exemple, de nombreux petits États insulaires en développement de la région PASAI évaluent actuellement des actions visant à protéger les îles de l'élévation du niveau de la mer, tandis que l'ISC de Finlande a audité le financement international du climat du point de vue des bailleurs de fonds.

Récemment, certaines ISC ont audité les aspects sociaux liés au changement climatique, tels que la mise en œuvre de politiques soutenant une transition juste, c'est-à-dire l'attention portée à ceux qui pourraient souffrir de l'abandon progressif de l'économie fondée sur les combustibles fossiles. Par conséquent, les audits sur le changement climatique sont devenus plus diversifiés.

Les conclusions générales des audits de performance figurant dans la base de données de l'INTOSAI WGEA ne sont pas très différentes de celles des audits de performance effectués dans d'autres secteurs politiques. Les ISC demandent une meilleure gestion des risques et des évaluations d'impact, une approche plus stratégique, une mise en œuvre efficace des politiques et une meilleure prise en compte des coûts, une meilleure coordination entre les secteurs et les niveaux de gouvernement, ainsi qu'un meilleur suivi et de meilleurs rapports. Les ISC soulignent également la nécessité d'une information plus transparente sur les besoins d'investissement, les dépenses climatiques et la fiscalité, ainsi que sur les allègements fiscaux qui ont un impact négatif sur le climat.

Bon nombre des conclusions d'audit sur l'action climatique ne sont pas très différentes des audits de performance réalisés dans d'autres secteurs politiques. Toutefois, les audits relatifs au climat présentent certaines particularités, notamment l'évolution rapide de la base scientifique, le fait que les risques climatiques apparaissent dans de nombreux secteurs, la nécessité de prendre en compte le long terme et d'évaluer les risques, ainsi que la difficulté de mesurer certains aspects, tels que les progrès réalisés en matière d'adaptation.

Le Groupe de travail de l'INTOSAI WGEA poursuivra ses travaux sur le climat et la cohérence des politiques.

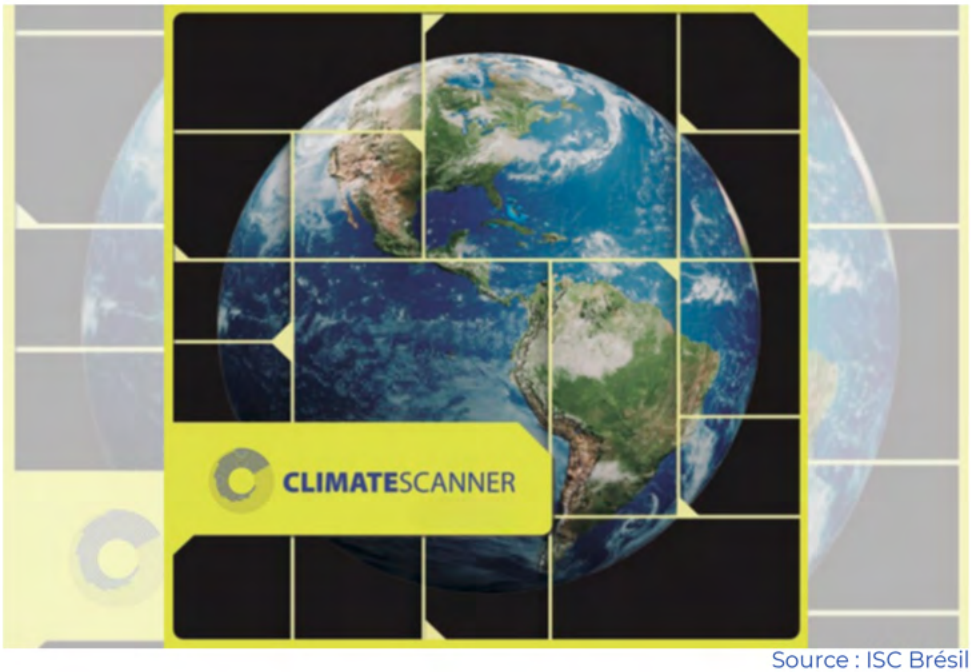
Outre l'audit coordonné des mesures d'adaptation au changement climatique et le ClimateScanner, le Groupe de travail de l'INTOSAI WGEA travaille sur le lien entre le climat et la biodiversité. Les principaux compromis semblent apparaître dans le domaine des énergies renouvelables. Par exemple, l'hydroélectricité fournit une énergie propre mais a souvent des conséquences négatives sur la biodiversité et les communautés locales. Le projet du WGEA mené par l'ISC du Canada fournira des conseils aux ISC sur la manière de prendre en compte les questions de biodiversité dans leurs audits sur l'action climatique.

L'économie verte constitue un autre pôle thématique pour l'INTOSAI WGEA. Le climat apparaît fortement, par exemple, dans les rapports sur le développement durable, car les informations sur le climat sont actuellement la force motrice dans le domaine des rapports. Le projet du WGEA mené par les ISC de Thaïlande et d'Indonésie est particulièrement d'actualité pour les auditeurs financiers, car certaines juridictions ont commencé à légiférer sur l'assurance des rapports de durabilité.

Source: INTOSAI Working Group on Environmental Auditing

The 11th INTOSAI WGEA survey results guide the further WGEA work, and climate change will stay on the agenda. Some emerging discussions will also influence future work, such as the interconnected nature of topics. For example, there is a growing discussion on whether climate change mitigation and adaptation should be addressed more often together. Another topic developing in an unfavourable direction is the policy incoherence between climate action and subsidies to fossil fuels. While some SAIs have audited this area, there is need for further audits and global projects within the SAI community.

INTOSAI WGEA warmly welcomes climate-related audit submissions to the audit database. Please contact the Secretariat for further information: intosaiwgea@vtv.fi , or visit www.wgea.org .



Source : ISC Brésil

ClimateScanner - Une méthodologie innovante permettant aux ISC de contrôler les mesures prises par les gouvernements en matière de changement climatique

Auteurs : Paula Hebling Dutra, Hugo Chudyson Araújo Freire, Carlos Eduardo Lustosa da Costa, Dashiell Velasque da Costa, Rafael Lopes Torres, Cintia Zaira Messias de Lima, João Paulo Jorge de Oliveira, Cintia Alvim Lage, Deiane Rodrigues dos Reis.

Introduction

Le changement climatique est devenu l'un des défis les plus urgents et les plus critiques de notre époque, avec des implications profondes pour les écosystèmes, les économies et les sociétés du monde entier. Ce problème aux multiples facettes n'affecte pas seulement les conditions météorologiques, mais pose également de sérieuses menaces pour la santé humaine, la sécurité alimentaire et la durabilité à long terme. Les catastrophes liées au climat devenant plus fréquentes et plus graves, il est de plus en plus évident que la lutte contre le changement climatique nécessite des mesures énergiques et des solutions innovantes à une échelle jamais vue auparavant.

Limiter la hausse des températures et s'adapter aux effets du changement climatique, comme l'ambitionne l'Accord de Paris, nécessitera un effort conjoint majeur impliquant la société civile, le monde universitaire, les entreprises et tous les niveaux de gouvernement.

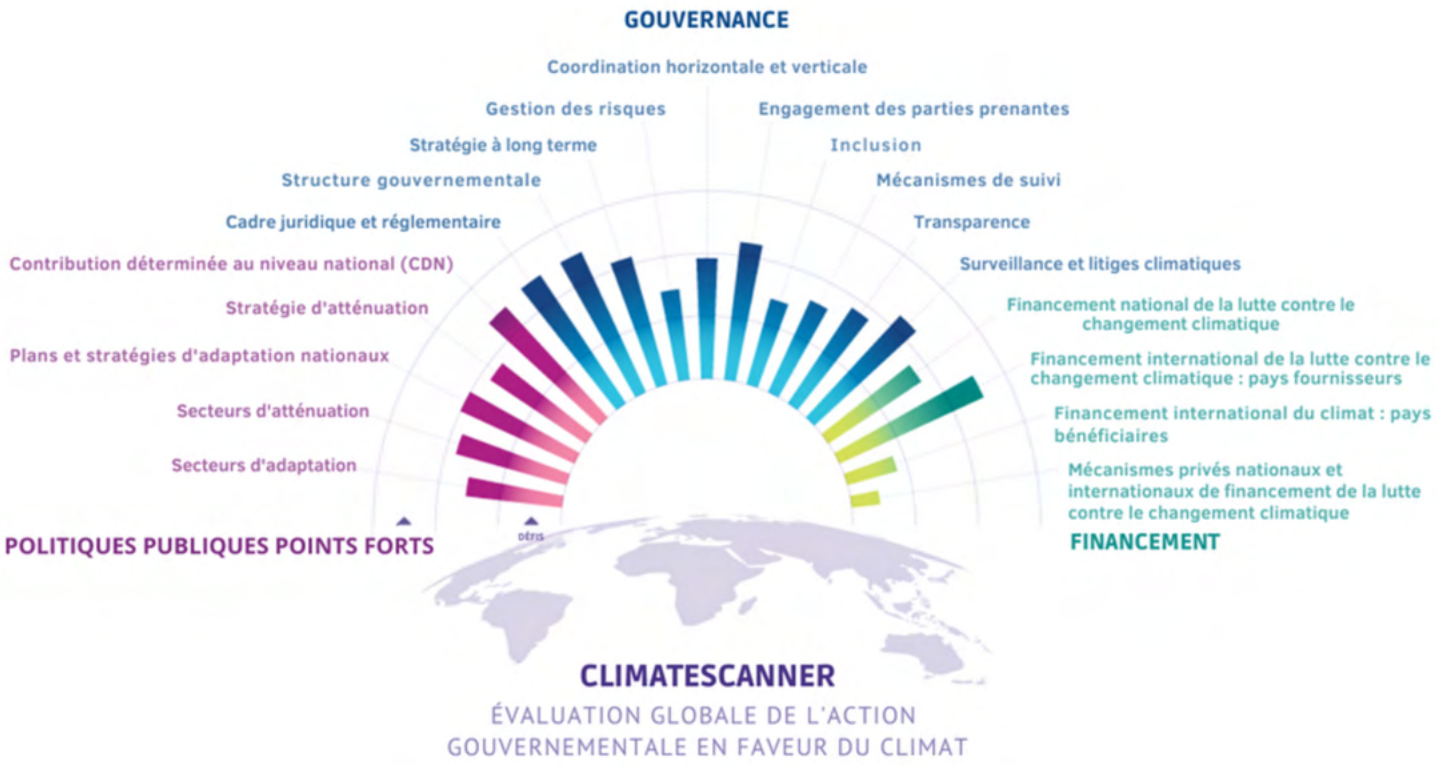
Les gouvernements nationaux jouent un rôle prépondérant dans l'action climatique en allouant des ressources publiques, en concevant et en mettant en œuvre des politiques publiques et en orchestrant différents acteurs par le biais de mécanismes de gouvernance dans la poursuite d'un objectif commun : atténuer les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) devraient également participer à cet effort. Les ISC ont une responsabilité importante dans la garantie de la responsabilité et de la transparence dans tous les domaines de l'administration, ainsi que dans les initiatives en matière de climat. Les ISC peuvent fournir des informations fiables et indépendantes sur l'utilisation des ressources publiques et la performance des politiques en matière de changement climatique, contribuant ainsi à l'amélioration de ces politiques.

La caractérisation du changement climatique comme un « problème épineux » souligne la nécessité de réponses internationales coordonnées, car ses impacts ont une grande portée, avec un impact important sur les budgets publics, et nécessitent un effort collectif qui transcende les frontières nationales. L'élaboration de cadres internationaux, tels que l'Accord de Paris (au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) et les Objectifs de développement durable (ODD) - l'ODD 13 étant spécifiquement axé sur l'action climatique - constitue une base essentielle pour les efforts nationaux et incite les gouvernements à s'engager dans des stratégies climatiques ambitieuses.

Des domaines tels que le changement climatique, dans lesquels les accords internationaux influent fortement sur l'action nationale des gouvernements, offrent la possibilité d'un apprentissage mutuel, d'un échange et, plus important encore, d'un travail coordonné pour renforcer l'impact.

Dans ce contexte, le ClimateScanner apparaît comme un outil innovant permettant aux ISC de suivre, d'évaluer et de contrôler les actions gouvernementales nationales en matière de changement climatique. La méthodologie offre un aperçu de trois domaines essentiels : la gouvernance, les politiques publiques et les finances, en décomposant ces dimensions en 19 composantes et 62 éléments qui sont évalués en fonction de leur niveau de mise en œuvre. Les normes utilisées dans l'évaluation sont communes et applicables à tous les pays et tiennent compte des spécificités des politiques nationales.



Source : ISC Brésil

Opportunités et défis de l'approche ClimateScanner

- Le temps. La conception du ClimateScanner repose sur une logique d'évaluation rapide, c'est-à-dire une enquête qualitative/quantitative intensive, menée en équipe, qui utilise la triangulation, l'analyse itérative des données et la collecte de données supplémentaires pour développer une compréhension d'une situation fondée sur des preuves.

- Une large couverture. Si la portée plus large du ClimateScanner offre une vision très complète de l'action climatique, il se différencie également des audits traditionnels par le fait qu'il n'approfondit pas les questions spécifiques. En revanche, il apparaît comme un nouveau moyen d'effectuer une analyse horizontale et systémique. Cet avantage allège le fardeau des auditeurs, leur permettant d'acquérir une compréhension globale de la gouvernance climatique sans les longs processus typiques des audits à grande échelle.

- La fiabilité. Cependant, l'approche de l'évaluation présente un défi : trouver un équilibre entre la nécessité d'obtenir rapidement des informations et l'impératif de maintenir la rigueur et la fiabilité de l'évaluation. Afin de maintenir la qualité élevée de l'analyse, les auditeurs devront souvent s'appuyer sur leur jugement professionnel. En outre, la conclusion de l'évaluation dans certains domaines peut indiquer que des travaux supplémentaires sont nécessaires pour garantir une évaluation fiable.

- Applicabilité. L'un des principaux avantages de la méthodologie du ClimateScanner est son applicabilité à toutes les ISC, qu'elles soient grandes ou petites. Le cadre commun qu'elle offre signifie que les institutions plus petites, qui peuvent avoir une capacité plus limitée à traiter des questions climatiques complexes, peuvent facilement adopter la méthodologie avec des ressources minimales. Cela encourage l'inclusion dans les efforts de responsabilité climatique dans des contextes et des capacités variés.

- Flexibilité et adaptabilité. Les engagements climatiques internationaux - tels que ceux décrits dans l'Accord de Paris - fournissent une norme uniforme pour les pays, établissant une base de référence pour les attentes en matière d'action climatique. Cependant, la flexibilité de la méthodologie du ClimateScanner garantit que les évaluations peuvent être adaptées aux circonstances spécifiques de chaque pays. Cette adaptabilité est cruciale pour un engagement significatif dans les politiques climatiques nationales et permet aux pays de tirer parti de leurs expériences respectives.

- Consolidation globale. Par ailleurs, le ClimateScanner prend en charge la consolidation des données, ce qui permet de réaliser des analyses nationales, régionales et mondiales. Même si elle tient compte des conditions nationales spécifiques, l'agrégation de données provenant de divers contextes permet d'obtenir des informations et des perspectives sur les progrès globaux accomplis dans la réalisation des objectifs climatiques.

- Confidentialité. Néanmoins, le défi de maintenir la confidentialité des informations sensibles persiste ; certaines données collectées pour les évaluations nationales peuvent ne pas apparaître dans les rapports publics tout en contribuant à des analyses plus larges. Les ISC doivent trouver un équilibre délicat pour garantir des rapports complets tout en respectant la vie privée et les considérations de sécurité nationale.

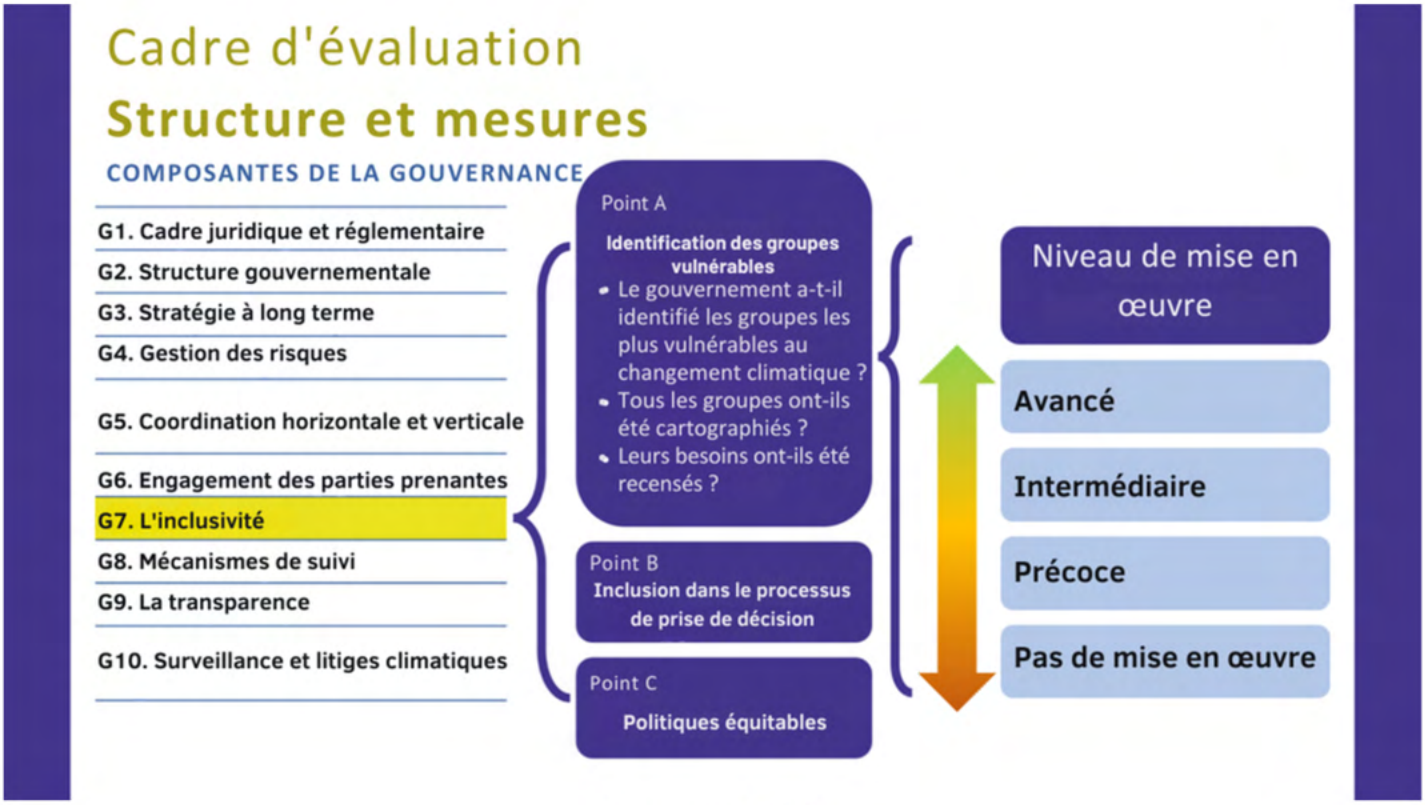
- Périodicité. En permettant des évaluations périodiques, le ClimateScanner facilite le suivi continu de la gouvernance, de la politique et des finances climatiques au fil du temps. Cela permet aux ISC d'évaluer les progrès de manière objective, d'induire des changements dans les politiques et de tenir les gouvernements responsables de leurs engagements.

- Coopération internationale. Bien que 144 ISC et 240 auditeurs aient été formés en 2024, la mobilisation continue de la communauté des ISC nécessite un engagement soutenu par le biais d'une collaboration active au sein de l'INTOSAI et des Organisations régionales. Le soutien entre pairs et le partage des ressources seront essentiels pour encourager une communauté d'ISC active et informée qui se consacre aux questions liées au changement climatique.

- Communication. La mise en œuvre du ClimateScanner ouvre également de nouveaux canaux de communication pour les ISC, facilitant l'engagement avec la société, le monde universitaire et d'autres parties prenantes. En agissant comme un outil de communication efficace, les ISC peuvent s'assurer que les stratégies d'action climatique sont clairement communiquées et que les décideurs politiques sont tenus responsables de leurs engagements. La fourniture d'informations fiables et facilement compréhensibles sur des politiques et des financements climatiques complexes permet de renforcer la transparence et la responsabilité des actions gouvernementales, ainsi que d'atteindre des publics plus larges tels que les parlementaires, les médias et les groupes de réflexion, entre autres.

- Planification. Le ClimateScanner n'est pas seulement un outil de suivi, mais aussi un mécanisme permettant de concevoir une stratégie solide pour les ISC dans le domaine du changement climatique. Les informations recueillies lors de l'évaluation peuvent également faciliter grandement la planification des audits et le suivi des recommandations issues des audits précédents.

Au Brésil, la version pilote du ClimateScanner s'est avérée inestimable pour affiner le processus de planification de l'audit de la gouvernance climatique. En réduisant considérablement le temps nécessaire à la planification, le ClimateScanner permet aux auditeurs de se concentrer sur les questions de fond plutôt que sur les obstacles procéduraux. Cette efficacité permet non seulement de renforcer la qualité des audits, mais aussi de maximiser l'utilisation des ressources au sein des ISC.



Source : ISC Brésil

Leçons tirées jusqu'à présent

La communauté des ISC s'est montrée très intéressée par les questions liées au changement climatique, comme le montre le nombre élevé d'ISC participant aux ateliers de formation. Cela permet de sensibiliser à l'importance d'une gouvernance et d'une responsabilité efficaces en matière d'environnement. Plusieurs ISC ont commencé à donner la priorité aux audits liés au climat, témoignant ainsi de leur volonté de s'assurer que les entités du secteur public gèrent efficacement leurs responsabilités environnementales. Ce vif intérêt reflète une compréhension plus large du fait que les ISC jouent un rôle essentiel dans la promotion de la transparence et de la responsabilité dans les réponses gouvernementales aux défis climatiques.

L'intégration régionale a été renforcée par sept ateliers de formation régionaux organisés en 2024, créant ainsi une plateforme où les pays peuvent collaborer pour relever des défis climatiques communs. La collaboration entre les ISC a ouvert la voie à des opportunités efficaces d'apprentissage par la pratique. Cet échange favorise une culture de l'apprentissage qui renforce non seulement les capacités individuelles de chaque institution, mais aussi l'efficacité collective du réseau des ISC dans la lutte contre le changement climatique.

L'introduction du ClimateScanner offre aux ISC un cadre normalisé pour communiquer sur le changement climatique. Cet outil innovant permet une approche unifiée de l'évaluation des risques et des opportunités liés au climat, ce qui permet aux ISC de s'engager plus efficacement avec les parties prenantes. En favorisant un langage commun, le ClimateScanner simplifie les discussions complexes et accélère l'échange d'informations, garantissant que tous les membres de la communauté des ISC sont alignés dans leurs efforts.

Les collaborations avec des acteurs majeurs tels que les Nations Unies, les banques de développement et les groupes de réflexion sur le climat ont enrichi le dialogue. Ces partenariats externes offrent aux ISC des perspectives, des ressources et des cadres supplémentaires pour comprendre la complexité des défis liés au climat, ce qui améliore en fin de compte la qualité et la pertinence de leurs audits.

Au fur et à mesure que les ISC évoluent dans leurs rôles concernant le changement climatique, il est essentiel d'examiner comment le modèle ClimateScanner peut être adapté à d'autres domaines d'activité institutionnelle. Par exemple, cette structure pourrait-elle être appliquée à des audits sociaux portant sur la réduction de la pauvreté ou la gouvernance en matière de santé ? Les leçons tirées des initiatives en matière de changement climatique peuvent servir de modèle pour mobiliser et organiser les actions des ISC dans divers domaines, en abordant des questions systémiques plus larges qui nécessitent des niveaux similaires de responsabilité et de transparence.

Les leçons tirées par la communauté des ISC dans le domaine du changement climatique dévoilent des informations cruciales sur l'importance de l'action collective, des partenariats et des outils innovants. L'engagement des ISC dans ce domaine vital signifie non seulement un engagement à assurer la responsabilité environnementale, mais souligne également l'évolution continue de ces institutions qui s'adaptent aux nouveaux défis mondiaux. En continuant à apprendre les unes des autres et en encourageant la collaboration, les ISC peuvent renforcer leur impact sur la promotion d'un avenir durable.

Source : Journal de l'INTOSAI

Nations Unies - Le Symposium de l'INTOSAI engage la discussion sur le rôle des ISC dans l'action climatique

Auteur : Toni Gillich Toni Gillich, Secrétaire de la Revue de l'INTOSAI, U.S. GAO

Le 26ème Symposium 2024 des Nations Unies (ONU)/INTOSAI a eu lieu à Vienne, en Autriche, du 16 au 18 avril 2024. Organisés conjointement par l'ONU et l'INTOSAI, ces symposiums biennaux permettent de renforcer les capacités des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques grâce à l'échange d'expériences et d'informations spécifiques dans tous les domaines pertinents de l'audit du secteur public. Le thème de l'événement de cette année était la mise en œuvre de l'objectif de développement stratégique 13 (ODD 13) sur l'action climatique, et le rôle, les contributions et les expériences des ISC. Près de 200 participants de 80 pays de la communauté de l'INTOSAI se sont réunis pendant deux jours et demi pour discuter de manière approfondie d'un large éventail de questions liées à la réalisation d'audits contribuant à l'agenda climatique.

Le Symposium a été ouvert par la Secrétaire générale de l'INTOSAI, Margit Kraker, le Président de l'INTOSAI, le Secrétaire général adjoint au développement économique, Li Junhua, et le Président du Comité directeur de l'INTOSAI, Bruno Dantas, Président de l'ISC du Brésil.

Source : Journal de l'INTOSAI

Le premier jour, plusieurs panels ont été organisés autour du sous-thème des pratiques des ISC en matière d'audit de l'impact du changement climatique. Les discussions ont été très variées, offrant aux participants de nombreuses perspectives sur le contrôle des différents impacts. M. de Dieu Rakotondramihamina, Président de l'ISC de Madagascar, a décrit la première expérience de l'ISC en matière d'audit du changement climatique, couvrant les impacts négatifs de la pénurie d'eau et de l'érosion des sols. Benitez Aldana, de l'ISC du Paraguay, a expliqué le rôle clé qu'a joué la participation des citoyens dans un audit du climat et de la santé publique portant sur des questions très médiatisées liées aux stations-service. L'Auditeur général Klesic de l'ISC de Croatie a expliqué comment l'évaluation du plan d'adaptation croate a aidé le gouvernement croate à prendre des mesures concrètes. Par ailleurs, l'Auditeur général Gutale de l'ISC de Somalie a parlé de la création d'une unité d'audit de performance et a mis en avant des audits pilotes portant sur des questions liées au climat, telles que l'eau et les projets de récupération en cas de crise. Le Directeur général de l'ISC de l'Inde, M. Sinha, a souligné la complexité du paysage financier en matière d'atténuation du changement climatique et la nécessité d'impliquer les parties prenantes. Les présentations des ISC d'Angola, de Chine, d'Indonésie, d'Irak, de France, du Portugal et du Royaume-Uni ont abordé d'autres questions clés qui ont étayé l'évaluation globale des problèmes critiques.

Source : Journal de l'INTOSAI

Au cours de la deuxième journée, la discussion a porté sur deux sous-thèmes et a soulevé des questions importantes que les ISC doivent prendre en considération lorsqu'elles entreprennent des audits liés à la mise en œuvre de l'ODD 13. Le premier sous-thème de la journée a porté sur les conditions favorables à l'audit de l'action climatique. Le Président Bruno Dantas, de l'ISC du Brésil, a évoqué les progrès réalisés dans le cadre de l'initiative ClimateScanner et a indiqué que d'autres formations visant à renforcer la capacité des auditeurs à auditer l'action climatique et les évaluations nationales sont en cours. Les résultats de ces efforts et d'autres efforts clés seront présentés lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan. Le président Duisenberg a décrit les progrès réalisés en matière d'objectifs climatiques et d'audits sur les incitations fiscales pour les voitures électriques et le stockage du carbone sous la mer du Nord visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI), l'ISC d'Égypte et l'ISC d'Allemagne ont complété la discussion avec plusieurs observations importantes.

Source : Journal de l'INTOSAI

La discussion qui a eu lieu lors d'un panel spécial sur l'audit de l'action nationale en matière de climat dans les petits États insulaires en développement (PEID) a été une source d'inspiration pour tous les participants. L'Auditrice générale Pamela Monroe, de l'ISC de Jamaïque, a mis l'accent sur les travaux d'audit en cours visant à évaluer dans quelle mesure le gouvernement est sur la bonne voie quant aux plans et actions d'adaptation au changement climatique, tout en soulignant la nécessité de disposer de davantage de données et de ressources pour soutenir les travaux supplémentaires. L'Auditeur général Niyazy a fait part de son expérience en matière d'audit climatique et a souligné les défis posés par l'audit des impacts climatiques dans les PEID, du point de vue du pays le plus bas du monde. Sans se laisser décourager par la nature intimidante des audits climatiques face à un personnel et une expertise très limités dans ce domaine, l'ISC de Saint-Kitts-et-Nevis a décrit comment l'un de ses premiers audits de performance couvre les questions climatiques et bénéficie du soutien de l'IDI. L'ISC de Sainte-Lucie a décrit les progrès réalisés en ce qui concerne les cibles de l'ODD 13 et la collaboration essentielle avec la Banque mondiale. L'IDI a apporté des perspectives supplémentaires sur le renforcement des capacités et des points pertinents concernant l'action climatique.

Source : Journal de l'INTOSAI

TLe troisième sous-thème portait sur les impacts des audits sur le changement climatique. Le Contrôleur général Yalta de l'ISC du Pérou a expliqué comment son bureau s'attaque aux problèmes liés à la déforestation par le biais d'audits de conformité et prévoit des travaux futurs sur d'autres thèmes liés à l'action climatique. L'Auditeur général Macijauskas a mis en garde contre les dangers de « l'écoblanchiment », c'est-à-dire des actions qui donnent l'impression d'atteindre les objectifs de l'action climatique au lieu d'être réellement efficaces et durables. Les ISC de Bulgarie et du Canada, la Cour des comptes européenne et le Groupe de travail sur l'environnement de l'INTOSAI/ISC de Finlande ont également fait part de leurs principales observations.

La dernière journée du Symposium a commencé par un résumé de la discussion rigoureuse menée les jours précédents. Les participants ont adopté des conclusions et des recommandations sur la mise en œuvre de l'ODD 13 et sur le rôle, la contribution et les expériences des ISC, qui renforcent l'action climatique. La dernière intervenante, Åsa Persson, Directrice de recherche et directrice adjointe de l'Institut de l'environnement de Stockholm et Professeure adjointe à l'Université de Linköping, a encouragé les participants à s'impliquer dans le monde universitaire scientifique et à tirer parti des outils qu'ils utilisent pour améliorer les audits liés au climat. En conclusion, Mme Kraker et M. Le Blanc, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, ont reconnu les défis à la fois uniques et partagés des ISC de toutes tailles et de toutes expériences, ainsi que le besoin de nouvelles méthodes, d'outils et d'expertise en vue d'atteindre les objectifs de l'ODD 13.

L'album photo complet de l'événement est disponible ici: https://buff.ly/44prm8y .

Source: Initiative de développement de l'INTOSAI

Une coopération mondiale pour que les gouvernements rendent compte de leurs Actions d'adaptation au changement climatique.

Auteur: Initiative de développement de l'INTOSAI

Le changement climatique a, et aura, un impact sur chaque habitant de la planète Terre. Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations, les vents violents, les sécheresses ou les températures froides, entraînent tous des perturbations dans les pratiques agricoles, la chaîne d'approvisionnement mondiale et la sécurité. Et cela ne fait qu'effleurer la surface.

Le Forum économique mondial a publié un rapport au début de l'année 2024, soulignant « l'urgence et la nécessité d'une action drastique de la part des gouvernements et des entreprises pour lutter efficacement contre le changement climatique et respecter les engagements pris ». Le rapport intitulé « Bold Measure to Close the Climate Action Gap : A Call for Systemic Change by Governments and Corporations » (Mesures audacieuses pour combler le fossé de l'action climatique : un appel au changement systémique par les gouvernements et les entreprises) exhorte les gouvernements à proposer des solutions et des politiques pratiques qui permettront aux acteurs du secteur privé d'avoir un impact significatif et d'apporter des solutions vertes dans leur zone d'influence.

Les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) jouent un rôle clé en demandant aux gouvernements de rendre compte des solutions et des mesures d'adaptation qu'ils proposent. Leur travail est essentiel pour contribuer à la responsabilité, à la transparence, à l'efficacité et à l'inclusivité de l'action climatique, ce qui a un impact positif sur les personnes et la planète.

L'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et le Groupe de travail de l'INTOSAI sur la vérification environnementale (WGEA) facilitent la mise en place d'une Coopérative mondiale d'actions d'adaptation au changement climatique (CCAA). Cette initiative d'audit aide 48 ISC des régions de l'INTOSAI à fournir une réponse pertinente aux actions d'adaptation au changement climatique. Le soutien de l'IDI-WGEA vise à faciliter non seulement des audits de haute qualité conformément aux ISSAI d'audit de performance, mais aussi à encourager les ISC à intégrer les considérations relatives à l'impact de l'audit tout au long du processus d'audit. Le modèle d'audit encourage également les ISC à s'engager avec les principales parties prenantes tout au long du processus d'audit afin de faciliter l'impact de l'audit et en démontrer la valeur.

« Le changement climatique est le problème le plus urgent de ce siècle », déclare Einar Gorrissen, Directeur général de l'IDI. « Notre vision est de renforcer la capacité d'audit de la performance des ISC sur les efforts de lutte contre le changement climatique afin que l'amélioration des résultats conduise à un impact positif pour la société et l'avenir. »

Reconnaissant la diversité des mesures d'adaptation dans les différents pays, il aide les ISC à auditer quatre domaines thématiques clés - la réduction des risques de catastrophe, la gestion des ressources en eau, l'élévation du niveau des mers et l'érosion côtière, ainsi que la mise en œuvre de plans ou d'actions d'adaptation au changement climatique (ODD 13). Chacun de ces domaines thématiques représente des opportunités transversales pour un examen plus approfondi. Les ISC participantes ont chacune sélectionné un ou plusieurs domaines et signé une déclaration d'engagement pour les audits. L'IDI-WGEA fournit un soutien mixte par le biais d'une plateforme intégrée de formation et de soutien à l'audit hébergée sur le système de gestion de l'apprentissage de l'IDI.

Outre les modules de formation en ligne, les ISC ont accès à des possibilités d'apprentissage social, dans le cadre desquelles les équipes des ISC interagissent avec différentes parties prenantes. Les ISC ont également accès à des commentaires d'experts à différents stades du processus d'audit, à des espaces de travail en ligne partagés au cours d'un audit, et à un engagement significatif pour soutenir la rédaction efficace de rapports.

Source : Initiative de développement de l'INTOSAI

La CCAA est disponible en anglais et en espagnol, avec 237 participants de 48 ISC, et avec le soutien d'équipes de mentors pour les deux langues. Les participants de langue anglaise ont commencé l'apprentissage en ligne à la mi-2023 avec des webinaires thématiques animés par des experts en la matière des ISC et du WGEA. L'un des points forts du soutien de la CCAA est l'échange entre pairs et le mentorat par des experts du WGEA qui profitent aux ISC à différents stades de l'apprentissage.

En août 2024, l'IDI a organisé un webinaire sur la promotion de l'innovation dans les rapports sur les actions gouvernementales en matière d'adaptation au changement climatique. M. Orville Grey, du Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation (PNA), a partagé ses réflexions sur la manière dont les ISC et les équipes des PNA garantissent des rapports efficaces, responsables et inclusifs sur les actions d'adaptation au changement climatique. Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEL, Monitoring, Evaluation and Learning) sont essentiels à la planification et à la mise en œuvre, et il est important d'intégrer les activités MEL à différents stades du processus.

Étant donné que le changement climatique affecte particulièrement les petits États insulaires en développement (PEID), l'initiative CCAA se concentre spécifiquement sur les ISC des PEID et comprend 11 participants de ces pays.

« En regardant la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, je suis consciente du fait que la plupart, sinon la totalité, des dirigeants mondiaux ont parlé d'un aspect ou d'un autre du changement climatique. Ce sujet est au premier plan des préoccupations de chacun », déclare Mme Carla Pike, Directrice de l'audit au Bureau national d'audit de Saint-Kitts. « L'audit de la CCAA n'était pas seulement opportun, il était aussi très bénéfique pour les petites ISC telles que Saint-Kitts-et-Nevis. Le matériel de formation nous a bien préparés à l'audit d'un domaine qui, autrement, aurait représenté un défi pour nous. Il nous a permis d'acquérir une connaissance approfondie des questions liées au changement climatique et d'évaluer l'efficience et l'efficacité des efforts déployés par notre gouvernement pour s'attaquer à ces questions. Nous avons apprécié l'aide et les commentaires de nos mentors dès le début du processus. En produisant un rapport de grande qualité, nous voulons que notre gouvernement rende compte des engagements internationaux qu'il a pris pour relever ce grand défi mondial. »

« La participation de l'IDI a véritablement rehaussé le niveau de notre travail, garantissant que nous atteignons les plus hauts niveaux de professionnalisme et de responsabilité », déclare Rodrigo Paulo Rodrigues da Silva, Auditeur fédéral externe de la Cour fédérale des comptes (TCU) du Brésil. « En outre, la formation et les conseils fournis dans le cadre du projet d'audit coopératif mondial des actions d'adaptation au changement climatique (CCAA) ont joué un rôle fondamental dans nos progrès. Le mentorat et les ressources ont grandement favorisé le développement de notre équipe, tant en termes de connaissances que de qualité générale du rapport. Les compétences que nous avons acquises au cours de ce processus contribueront sans aucun doute à nos futurs audits et à notre amélioration continue en tant qu'organisme d'audit. »

L'IDI et le WGEA prévoient que les résultats des audits de la CCAA seront une formidable occasion de réfléchir aux leçons apprises en 2025 et de collaborer à une publication mondiale sur les résultats, les idées et les principales conclusions de cet audit coopératif mondial.
La CCAA n'est que le début de l'engagement de l'IDI dans l'action climatique. L'année prochaine, l'IDI placera son travail sur les rapports et l'assurance en matière de développement durable sous l'égide de l'action climatique. L'IDI explorera de nouveaux domaines prioritaires pour les ISC en matière d'audit de l'action climatique, et l'enquête du WGEA ainsi que les résultats à venir du Climate Scanner jetteront les bases de l'avenir.

Source : Initiative de développement de l'INTOSAI, Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit d'environnement

Source : EWGEA Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit d'environnement (EWGEA)

Le Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit environnemental engage les auditeurs dans des activités clés tout au long de l'année 2024

Auteure : Iwona Zubrzycka-Wasil, Cour des comptes de Pologne

La cour des comptes de Pologne prolonge son mandat de Présidente du Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit environnemental (EWGEA)

Le Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit environnemental (EWGEA) a célébré son 25ème anniversaire lors de sa session de printemps, qui s'est tenue du 15 au 17 mai 2024, à l'invitation de la cour des comptes de Malte.

À cette occasion, le Président de l'EWGEA a reçu de nombreux mots d'appréciation de la part des deux présidents précédents de l'EWGEA : l'Auditeur général de Norvège et l'Auditeur général d'Estonie. En juin 2024, avec le feu vert des membres de l'EWGEA et de son Comité de pilotage, la cour des comptes (SAO) de Pologne s'est portée candidate pour un second mandat, en présentant le rapport d'avancement actuel et le plan de travail stratégique pour les trois prochaines années. Le Comité directeur et le Congrès de l'EUROSAI ont pris en considération les efforts du SAO de Pologne visant à soutenir la coopération professionnelle et à faciliter le partage des connaissances et des expériences au sein de l'EWGEA, et ont décidé de nommer la cour des comptes SAO de Pologne pour un second mandat en tant que Présidente de l'EWGEA. Le Secrétariat est à la fois honoré et reconnaissant envers les membres de l'EWGEA pour leur confiance et nous promettons de faire de notre mieux pour répondre à leurs attentes.

DOI Alan Saliba

Réunion de printemps du Groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit d'environnement (EWGEA) - Malte. (Source : EWGEA)

L'EWGEA invite les cours des comptes européennes et les parties prenantes à partager leurs connaissances lors de la réunion du printemps 2024

La réunion de printemps de l'EWGEA à Malte s'est concentrée sur le thème de la perspective des auditeurs sur la sécurité énergétique et a été largement discutée lors de sessions de brainstorming et d'ateliers. Des représentants de la Direction générale de l'action pour le climat, de l'adaptation et de la résilience, de la communication et des relations avec la société civile de la Commission européenne, de l'Institut européen d'innovation et de technologie - Communauté d'innovation de la connaissance - Climate KIC, de l'Université de Malte et du chef du secrétariat du Groupe de travail de l'INTOSAI WGEA, ainsi que 82 auditeurs de 31 ISC membres de l'EWGEA, dont 46 étaient présents en personne à Floriana, ont participé à cette réunion, qui s'est déroulée dans un format hybride. Au cours de la session de printemps de l'EWGEA, les résultats des derniers audits sur la sécurité et l'approvisionnement énergétiques ont été présentés et discutés :

- garantir la fiabilité du réseau de distribution d'électricité à Malte,
- la sécurité de l'approvisionnement en électricité en Estonie,
- les audits de la Cour des comptes européenne (CCE), en particulier dans le domaine de la sécurité énergétique dans le contexte de l'évolution des politiques clés de l'Union européenne et de la sécurité de l'approvisionnement en gaz, en mettant l'accent sur l'évaluation des principaux risques,
- les audits énergétiques à la lumière du plan italien de relance et de résilience,
- la sécurité de l'approvisionnement en ressources énergétiques en Pologne,
- la cybersécurité dans le secteur de l'approvisionnement en électricité et l'escalade des cyberattaques en Norvège, ainsi que la sécurisation de l'accès au réseau et la demande croissante d'accès au réseau en Norvège,
- l'audit des politiques du gouvernement britannique en matière de sécurité énergétique, et
- une vue d'ensemble des audits de sécurité énergétique aux Pays-Bas.

En outre, l'ISC d'Ukraine a présenté un rapport sur la garantie de la sécurité énergétique - les activités des organes de l'État dans la détermination des dommages et des pertes causés par l'agression russe contre l'Ukraine.

Des représentants de la CCE, de l'ISC de Pologne, de l'ISC des Pays-Bas et de l'ISC de Malte ont animé des ateliers sur l'évaluation des risques pour les audits dans le domaine de la sécurité des approvisionnements en énergie, de la sécurité des infrastructures énergétiques et des défis liés au contrôle de la sécurité énergétique par le biais des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique. Des questions d'audit potentielles ont également été formulées au cours de ces ateliers. La perspective d'utiliser des critères de justice climatique dans les audits énergétiques a également été discutée lors d'un atelier en ligne animé par des auditeurs des Pays-Bas.

L’EWGEA contribue à l'Initiative ClimateScanner de l'INTOSAI

En juin 2024, l'EWGEA a contribué à l'atelier de formation régional ClimateScanner, animé par des collègues de la Cour fédérale des comptes du Brésil, auquel ont participé 40 auditeurs de 25 ISC européennes, y compris des membres de la famille de l'EWGEA. Les perspectives de l'évaluation mondiale du ClimateScanner seront présentées par l'ISC du Brésil et le Groupe exécutif du ClimateScanner lors de la prochaine Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui se tiendra à Bakou, en Azerbaïdjan, en novembre 2024.

La réunion annuelle de l'EWGEA aborde les événements météorologiques extrêmes et la préparation à ces événements

Les 3 et 4 octobre, l'EWGEA a tenu sa réunion annuelle à Bakou, également dans une formule hybride, accueillie par la cour des comptes d'Azerbaïdjan. La réunion s'est concentrée sur les événements climatiques extrêmes et les stratégies de préparation, et a été suivie par 81 auditeurs représentant 36 ISC de l'EWGEA, dont 44 auditeurs à Bakou. Des présentations introductives ont été faites par des représentants de la Commission européenne, de l'Agence spatiale européenne et de l'Institut polonais de météorologie et de gestion de l'eau, ainsi que par des représentants des ISC.

La réunion annuelle de l'EWGEA à Bakou s'est ouverte par une présentation d'un représentant du Centre commun de recherche de la Commission européenne sur les possibilités du programme d'observation par satellite Copernicus pour soutenir la préparation aux événements météorologiques extrêmes, y compris : la prévision, l'évaluation du risque d'occurrence et de gravité, la gestion des risques et l'analyse de l'élimination des effets des phénomènes météorologiques extrêmes et des désastres.

Le deuxième jour de la réunion, quatre ateliers ont été animés par des représentants de la Cour des comptes européenne et des ISC tchèque et belge. Les principaux enseignements tirés de ces ateliers sont les suivants : dans les régions particulièrement exposées aux catastrophes naturelles, il est essentiel de prévoir avec précision les événements extrêmes à venir, tels que les fortes inondations, les ouragans, les sécheresses et les risques accrus d'incendies. La condition pour minimiser les dommages causés par les catastrophes est de disposer de prévisions précises et opportunes, sans lesquelles il ne serait pas possible d'envoyer des alertes et des appels à l'évacuation des zones menacées. Pour pouvoir relever les défis posés par l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes de ces dernières années et prévenir les dommages causés aux personnes et à l'environnement, il est essentiel de faire progresser les technologies de prévision météorologique.

Pour de plus amples informations et des liens vers les présentations Powerpoint effectuées lors des réunions de l'EWGEA cette année, veuillez consulter le site www.eursaiwgea.org ou contactez eurosaiwgea@nik.gov.pl

Réunion annuelle du groupe de travail de l'EUROSAI sur l'audit d'environnement (EWGEA) - Baku. (Source : EWGEA)

Source: Adobe Stock Images, doidam10

Votre stratégie climatique est-elle suffisamment solide ? Le pouvoir des dépenses intelligentes

L'auteur : M. Keith de Jong LL.M MBA ML Directeur général, 4SAI

Introduction

Vous êtes-vous déjà demandé ce qui se passe lorsque les fonds publics destinés à atténuer le changement climatique ne sont pas dépensés à bon escient ? Ou comment la conformité juridique dans l'utilisation de ces fonds peut faire ou défaire nos efforts pour construire des communautés résilientes ? En tant qu'auditeurs, nous nous trouvons souvent à la croisée de ces questions cruciales. Dans un monde de plus en plus marqué par les effets du changement climatique, le rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) n'a jamais été aussi vital. Nous sommes les gardiens non seulement de l'obligation de rendre compte, mais aussi de l'assurance que chaque dollar et chaque décision comptent pour un avenir durable.

Les enjeux de l'audit du changement climatique

Imaginez ceci : Des fonds publics sont alloués à un programme de résilience climatique, mais en raison d'un manque de contrôle juridique et de dépenses inefficaces, le programme ne donne pas les résultats escomptés. Quelles en sont les conséquences ? Les communautés vulnérables restent exposées aux risques, l'argent du contribuable est gaspillé et la confiance dans les institutions publiques s'érode.

Existe-t-il un moyen d'éviter ce scénario ? Absolument ! La réponse réside dans des pratiques d'audit solides et résistantes qui mettent l'accent sur la conformité légale et l'efficacité. Mais comment y parvenir ?

Une feuille de route pratique pour les ISC

Source: 4SAI

Nous allons explorer une méthodologie pratique que les ISC peuvent adopter pour s'assurer que les fonds publics liés au changement climatique sont utilisés de manière efficace et dans le respect total des cadres juridiques :

1. Comprendre le paysage juridique

Commencez par recenser les cadres juridiques pertinents qui régissent les programmes de lutte contre le changement climatique. Il ne s'agit pas seulement de lois nationales, mais aussi d'accords et de règlements internationaux. Posez la question : Les lois sont-elles claires et alignées sur les objectifs du programme ? Constituent-elles une base solide pour la responsabilité ?

2. L'évaluation des risques

Procéder à une évaluation approfondie des risques en se concentrant sur les vulnérabilités juridiques et financières. Cette étape est cruciale. Examinez les risques potentiels de non-conformité. Comment des dépenses inefficaces pourraient-elles amplifier les effets du changement climatique ? L'identification précoce de ces risques nous permet d'orienter nos efforts d'audit là où ils sont le plus nécessaires.

3. Planification de l'audit sous l'angle du climat

Intégrez les considérations relatives au changement climatique dans la planification de vos audits. Cela signifie qu'il faut aller au-delà des audits traditionnels. Réfléchissez à des questions telles que : Comment le programme aborde-t-il les risques climatiques spécifiques qu'il a été conçu pour atténuer ? Existe-t-il des preuves que les fonds sont dépensés de manière à renforcer la résilience ?

4. Impliquer les parties prenantes

La collaboration est essentielle. Engagez-vous avec les parties prenantes telles que les agences gouvernementales, les ONG et les dirigeants communautaires pour recueillir des informations et dresser un tableau complet de l'efficacité du programme. Pensez-y : Comment ces perspectives peuvent-elles améliorer les conclusions et les recommandations de l'audit ? Que pouvons-nous apprendre de ceux qui sont sur le terrain ?

5. Mettre l'accent sur les résultats, et pas seulement sur les produits

Ne vous contentez pas de vérifier si les fonds ont été dépensés (résultats), mais évaluez plutôt si les dépenses ont permis d'obtenir les résultats escomptés. Posez la question suivante : Les dépenses ont-elles eu l'impact escompté en termes de résilience climatique ? Comment cela peut-il être mesuré ? Cette approche garantit que l'audit ne porte pas uniquement sur la conformité, mais aussi sur l'efficacité.

6. Rapport et recommandation

Votre rapport d'audit doit être plus qu'un simple contrôle de conformité - il doit proposer des recommandations exploitables. Réfléchissez à la manière dont vos conclusions peuvent conduire à des améliorations. Quelles sont les meilleures pratiques à partager ? Comment les enseignements tirés peuvent-ils être appliqués à de futurs programmes ? N'oubliez pas que notre objectif est d'encourager l'amélioration continue.

7. Suivi et contrôle

Les audits ne devraient pas se terminer par un rapport (!). Mettez en place un mécanisme de suivi pour vous assurer que les recommandations sont suivies d'effet. Posez la question : Des changements sont-ils apportés ? Existe-t-il des preuves d'amélioration ? Le contrôle continu garantit que notre travail a un impact durable.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner l'initiative ClimateScanner, un effort novateur qui fournit aux ISC un outil permettant d'évaluer et de comparer la gouvernance et les performances liées au climat dans différents pays. Le ClimateScanner met en évidence les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires et fournit des informations précieuses sur la manière dont les fonds publics sont gérés dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. L'intégration de cette initiative dans nos processus d'audit signifie que nous créons la possibilité de suivre les progrès, d'accroître la responsabilité et, en fin de compte, de favoriser une action climatique plus efficace à l'échelle mondiale.

Conclusion

En tant qu'auditeurs, nous sommes en première ligne pour veiller à ce que les fonds publics consacrés à la lutte contre le changement climatique soient dépensés de manière judicieuse et légale. Les enjeux sont incroyablement élevés : nos audits peuvent influer sur l'efficacité des efforts de résilience climatique dans le monde entier. Je pense qu'en suivant cette feuille de route (ou votre propre feuille de route similaire), nous pouvons sérieusement renforcer notre rôle de gardiens de la confiance du public et nous assurer que chaque dollar (ou toute autre devise d'ailleurs) est utilisé pour construire un avenir plus durable et plus résilient.

Ainsi, la prochaine fois que vous vous lancerez dans l'audit d'un programme de lutte contre le changement climatique, posez la question : Faisons-nous tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir le respect de la législation et l'efficacité des dépenses ? Les réponses pourraient faire toute la différence.

À propos de l'auteur : M. Keith de Jong (LL.M MBA ML) est un auditeur de performance publique accrédité et directeur général de 4SAI, un cabinet de conseil qui fournit une expertise aux institutions supérieures de contrôle des finances publiques à l'échelle internationale, en les aidant à améliorer leurs capacités de contrôle et de gouvernance et à respecter les normes mondiales de responsabilité et de transparence.

Source : Cour des comptes de l'Etat du Koweït

Audit du changement climatique : Impact, risque et résilience

Auteur : Dalal Alwuhaib, Auditeur, Cour des comptes de l'Etat du Koweït

Introduction

La menace du changement climatique pèse lourd dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé par une évolution rapide, et modifie les paysages sociaux, économiques et environnementaux à un rythme jamais atteint auparavant. Les effets de cette catastrophe mondiale devenant de plus en plus évidents, il est essentiel que les communautés et les organisations reconnaissent, évaluent et gèrent pleinement les risques encourus. Cette recherche approfondie s'appuie sur des études de cas et des scénarios du monde réel pour fournir une meilleure connaissance de ce sujet important, tout en examinant le rôle clé que joue l'audit dans l'évaluation des effets, des risques et de la résilience des entités face au changement climatique.

L'aggravation des effets du réchauffement climatique :

Partout dans le monde, les effets du changement climatique se font déjà sentir : L'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, la modification des régimes de précipitations et la hausse des températures mondiales ont eu un impact considérable sur divers secteurs, notamment les infrastructures, l'agriculture et la santé publique. Ces changements sont des phénomènes réels et visibles qui modifient la vie des gens, les économies et les sociétés dans le monde entier. Ils sont plus que de simples concepts théoriques.

Un exemple dévastateur est la vague de chaleur de 2021 qui a ravagé le nord-ouest de l'Amérique du Nord, battant des records de température et tuant des centaines de personnes en raison de maladies liées à la chaleur. De même, les inondations dévastatrices qui ont frappé le Pakistan en 2022 ont détruit des maisons, des infrastructures et des récoltes, touchant plus de 33 millions de personnes et rappelant brutalement les ravages que peuvent causer les calamités liées au climat.

Évaluation des risques liés au changement climatique : Un projet essentiel

L'audit d'examen est essentiel pour évaluer et gérer les risques liés au changement climatique. Les entités peuvent assurer leur viabilité et leur prospérité à long terme en identifiant leurs vulnérabilités, en évaluant l'impact possible des événements liés au climat et en élaborant des mesures pour renforcer leur résilience grâce à des audits approfondis accompagnés d'évaluations des risques.

La ville de Vancouver, au Canada, est un exemple remarquable d'audit efficace sur le changement climatique. En 2019, la ville a commandé un audit complet des risques et de la résilience liés au changement climatique, qui a étudié la manière dont les infrastructures, les services et les personnes vulnérables de la ville pourraient être affectés. L'audit a identifié les risques majeurs, tels que l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, des incendies de forêt et des inondations, et a formulé des recommandations pour améliorer la résilience de la ville, telles que l'amélioration de la planification des catastrophes, le financement de l'amélioration des infrastructures et le lancement d'initiatives ciblées à l'intention des groupes marginalisés. L'évaluation des risques liés au changement climatique réalisée en 2016 par l'autorité portuaire de New York et du New Jersey constitue un autre exemple. Cette étude a examiné comment les ondes de tempête, l'élévation du niveau de la mer et les conditions météorologiques extrêmes allaient endommager les infrastructures de transport essentielles de la région. Les résultats de l'audit ont donné lieu à l'élaboration d'un plan d'adaptation complet, qui comprend des initiatives telles que l'augmentation des actifs essentiels, la mise à niveau des systèmes de protection contre les inondations et l'extension des compétences en matière d'intervention d'urgence

Évaluation de la résilience organisationnelle : Une voie adaptative :

L'audit peut aider les organisations à évaluer leur résilience et à élaborer des plans pour s'adapter à l'évolution des conditions météorologiques, ainsi qu'à découvrir les menaces liées au climat. Il s'agit d'examiner la capacité d'une communauté ou d'une organisation à anticiper, tolérer et récupérer des perturbations liées au climat, afin de garantir la continuité de son fonctionnement et de la fourniture de ses services.

Copenhague, au Danemark, montre la voie en matière d'adaptation au changement climatique. En 2011, la ville a évalué sa vulnérabilité aux inondations, aux vagues de chaleur et à d'autres risques liés au climat dans le cadre d'un audit complet sur l'adaptation au changement climatique. Cet audit a conduit à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation globale, qui comprend des initiatives telles que l'investissement dans des infrastructures vertes, l'adoption de codes de construction économes en énergie et la mise en place de systèmes d'alerte précoce en cas de conditions météorologiques extrêmes.

Dans le même ordre d'idées, la ville néerlandaise de Rotterdam a été reconnue pour ses efforts visant à améliorer la résilience au changement climatique. En 2013, la ville a réalisé un audit sur l'adaptation au changement climatique, qui a examiné les conséquences potentielles des ondes de tempête, des fortes précipitations et de l'élévation du niveau de la mer sur les habitants et les infrastructures de la ville. Cet audit a servi de base à la stratégie globale d'adaptation de la ville, qui comprend des mesures telles que la construction de défenses contre les inondations, l'investissement dans les espaces verts et l'élaboration de projets de résilience communautaires.

Source : Adobe Stock Images, piyaset

Surmonter les obstacles et les considérations :

Bien que l'importance des audits sur le changement climatique soit évidente, les entreprises doivent tenir compte de plusieurs défis et variables pour mener à bien ces examens critiques. La complexité et l'imprévisibilité des estimations relatives au changement climatique constituent un défi de taille, car il est difficile d'évaluer correctement les risques et de mettre au point des mesures d'adaptation pratiques. Le processus d'audit peut devenir de plus en plus difficile en raison de la nature dynamique et itérative de la science du climat, ainsi que de l'hétérogénéité des effets régionaux.

Une autre considération est la nécessité d'une coordination et d'une collaboration à l'échelle du secteur. Les effets du changement climatique s'étendent généralement au-delà des frontières organisationnelles et juridictionnelles, ce qui exige une collaboration entre les institutions pour élaborer et mettre en œuvre des solutions globales. Dans ce contexte, il peut être essentiel de créer des partenariats et d'encourager la circulation de l'information.

En outre, les ressources financières et techniques nécessaires à la réalisation d'audits complets sur le changement climatique peuvent poser des problèmes, en particulier pour les petites organisations, les entreprises ou les villes dont les budgets et les capacités sont limités. Pour surmonter ces obstacles, il peut être nécessaire de trouver et d'exploiter des ressources financières, de développer des capacités internes et de recruter des aides extérieures.

Conclusion

En résumé, faire des audits sur le changement climatique une priorité absolue pour un avenir durable. La compréhension et la résolution des problèmes posés par un environnement changeant nécessitent des audits de l'impact du changement climatique, des risques et de la résilience. Les exemples de cas présentés dans cette étude démontrent l'immense valeur des audits approfondis dans l'identification des vulnérabilités, l'évaluation des risques et l'élaboration de plans pour améliorer la résilience.

Les entités doivent donner la priorité à l'audit du changement climatique, car les effets du changement climatique s'intensifient et font partie intégrante de leurs plans de gestion des risques et d'adaptation. Cela permet aux entreprises d'assurer la survie et la rentabilité à long terme de leurs entreprises et de leurs communautés, tout en planifiant mieux les défis à venir. Le moment est venu d'agir. En saisissant la promesse de l'audit du changement climatique, les organisations et les communautés peuvent prendre des mesures proactives pour assurer leur avenir, contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation et d'adaptation à cette grave menace, et créer un monde plus résilient et plus durable pour les générations futures.

Références :

1. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC). (2021). Changement climatique 2021 : Les bases de la science physique. Contribution du groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S. L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M. I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T. K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, et B. Zhou (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, USA, 2391 pp.
2. Ville de Vancouver. (2019). Climate Change Risk Assessment (Évaluation des risques liés au changement climatique). Extrait de https://vancouver.ca/green-vancouver/climate-change-adaptation-strategy.aspx
3. Autorité portuaire de New York et du New Jersey. (2016). Climate Resilience Design Guidelines (Lignes directrices pour la conception de la résilience climatique). Extrait de https://www.panynj.gov/port-authority/en/projects/climate-resilience.html
4. Ville de Copenhague. (2011). Plan d'adaptation climatique de Copenhague. Extrait de https://international.kk.dk/artikel/climate-adaptation
5. Ville de Rotterdam. (2013). Stratégie d'adaptation au changement climatique de Rotterdam. Extrait de https://www.resilientcities2018.iclei.org/wp-content/uploads/2018/08/Rotterdam-Climate- Change-Adaptation-Strategy.pdf

Source : Adobe Stock Images, Savvapanf Photo

Approches systématiques des audits de performance des politiques environnementales

par KIM Burmshik, Directeur adjoint, et JEON Hyeong Cheol, Directeur, Division d'audit des affaires terrestres et maritimes III, Comité d'audit et d'inspection

Introduction

L'audit de la performance des programmes environnementaux gouvernementaux porte sur les trois E (Économie, Efficience et Efficacité), comme la plupart des audits de performance. Cependant, il est très difficile de mettre en place des indicateurs de performance et de sélectionner une méthodologie adéquate pour analyser les résultats de la performance pour l'audit de divers programmes environnementaux.

Ce document présente un cas d'audit de performance d'une politique environnementale mené par le Comité d'audit et d'inspection (BAI), l'institution d'audit suprême de Corée, afin de partager avec l'INTOSAI des méthodes recommandables d'approches systématiques de l'audit de performance.

Contexte

Le budget alloué par le gouvernement coréen à la gestion des poussières fines, définies comme des particules d'un diamètre inférieur à 2,5µm (PM2.5), était de 491,7 milliards KRW (environ 491,7 millions USD) en 2016. Mais en 2019, il a été considérablement augmenté pour atteindre 2,17 billions KRW (environ 2,17 milliards USD). Toutefois, l'efficacité des programmes gouvernementaux de gestion des poussières fines dans l'ensemble du pays continue de susciter des inquiétudes, et certains ont même souligné que l'efficacité des mesures détaillées du programme n'était pas analysée de manière scientifique et suffisante.

Conception et approche de l'audit

En Corée, le gouvernement central établit un plan de gestion global pour les poussières fines sur la base des résultats de la recherche concernant l'état actuel de la contamination par les poussières fines dans l'air ambiant. Ensuite, les gouvernements locaux établissent leurs propres plans pour mettre en œuvre le plan du gouvernement central dans leurs régions, exécutent les budgets alloués en conséquence et rapportent régulièrement les résultats de leurs mises en œuvre au gouvernement central, principalement au ministère de l'Environnement (MoE).

Le plan du gouvernement central est établi de la manière suivante : le gouvernement central (1) analyse l'état actuel de la concentration de poussières fines dans l'air ambiant et évalue la contribution de chaque source d'émission de polluants atmosphériques à la concentration ; (2) fixe l'objectif du niveau de concentration de poussières fines et la quantité de réduction de l'ensemble des polluants atmosphériques nécessaire pour atteindre l'objectif de concentration de poussières fines au cours de l'année cible ; et enfin, (3) établit des plans de mise en œuvre pour réduire les quantités d'émissions de chaque source de polluants afin d'atteindre la quantité totale de réduction des polluants atmosphériques exigée.

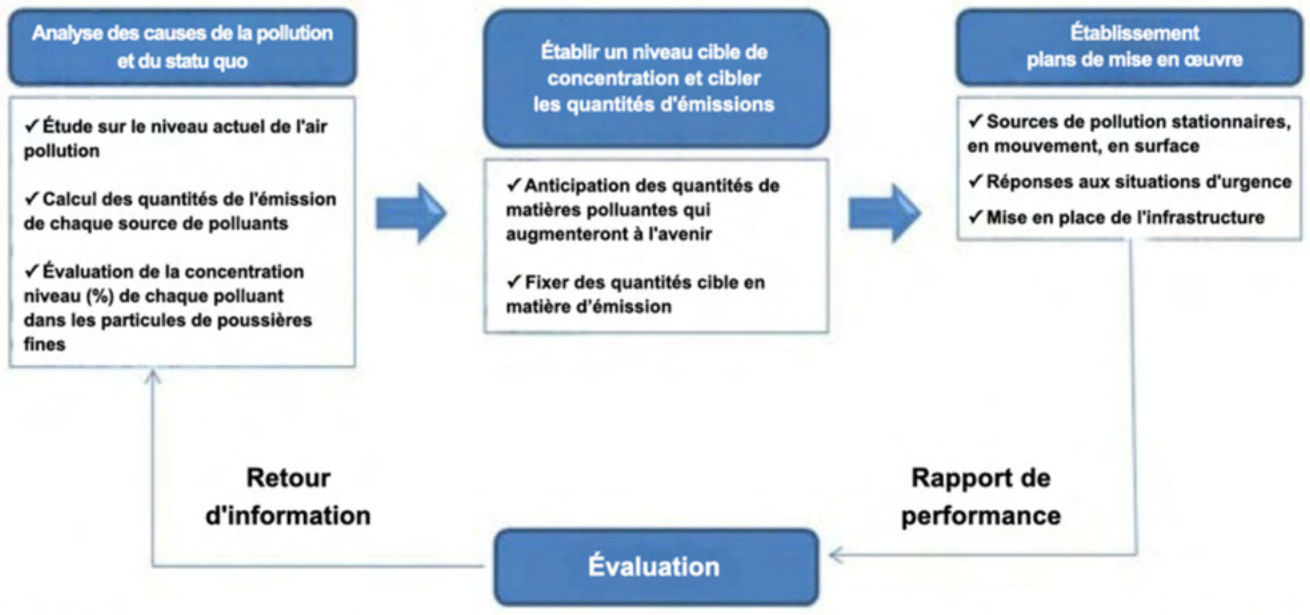


Figure 1. Établissement de plans de gestion des poussières fines et processus de mise en œuvre. Source : Comité d'audit et d'inspection, Corée

Par conséquent, afin de superviser la mise en œuvre par le gouvernement de son plan de lutte contre les poussières fines, il est indispensable que les auditeurs du BAI soient en mesure d'inspecter scientifiquement les sources de pollution et d'examiner systématiquement si les plans de mise en œuvre sont efficaces et efficients. À cette fin, les auditeurs du BAI ont abordé cette question de la manière suivante.

Premièrement, les auditeurs ont adopté une approche linéaire. Ils ont examiné l'ensemble du processus du cycle politique, étape par étape, de la conception et l'exécution à l'évaluation des performances, en passant par l'exécution, afin de voir comment chaque étape a été mise en œuvre au fil du temps. Cette approche peut également être interprétée comme une analyse verticale, en ce sens qu'elle analyse les plans de mise en œuvre de toutes les parties, depuis le niveau le plus élevé jusqu'au niveau opérationnel, ainsi que la manière dont les plans ont été mis en œuvre et vérifiés par elles.

Pour que cette approche soit couronnée de succès, les auditeurs du BAI : (a) ont vérifié scientifiquement l'exactitude des preuves utilisées pour établir le plan global du ministère de l'Environnement, en étroite collaboration avec des groupes d'experts, y compris des sociétés universitaires ; (b) ont évalué la mise en œuvre effective du plan de chaque niveau en interrogeant les fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des plans ; (c) identifier les problèmes et les difficultés des plans en échangeant des informations en retour avec les fonctionnaires ; et (d) réaliser une enquête pour évaluer la sensibilisation des citoyens aux questions de gestion des poussières fines, organiser des ateliers avec des organisations non gouvernementales pour comprendre comment les politiques publiques de gestion des poussières fines sont perçues par la société, et utiliser ensuite les résultats pour définir le thème principal de cet audit.

Deuxièmement, les auditeurs ont adopté une approche d'analyse ponctuelle. Il s'agissait d'identifier les difficultés, le cas échéant, dans le processus de mise en œuvre, d'examiner l'efficacité de chaque politique en matière de poussières fines et de trouver des solutions pour l'améliorer. Cette approche peut également être interprétée comme une analyse horizontale, dans le sens où toutes les parties prenantes des politiques en matière de poussières fines devraient se réunir pour donner leur avis sur la mise en œuvre des politiques gouvernementales et partager les performances de ces politiques.

Pour que cette approche soit couronnée de succès, les auditeurs du BAI : (a) ont mené une enquête auprès des fonctionnaires des administrations centrales et locales sur les difficultés structurelles liées à la mise en œuvre de chaque politique et sur les moyens possibles de les améliorer ; (b) ont organisé des ateliers avec les fonctionnaires pour connaître les difficultés structurelles liées à la mise en œuvre des politiques relatives aux poussières fines et les solutions possibles ; et (c) ont organisé deux ateliers, l'un avec des entreprises possédant des installations émettant des polluants atmosphériques et l'autre avec des entreprises spécialisées dans la construction environnementale, afin d'identifier les problèmes liés aux politiques du ministère de l'environnement qu'ils ont constatés sur place et de savoir si ces problèmes peuvent être résolus à l'aide des technologies actuellement disponibles. Sur la base des résultats de ces efforts, les principaux points à vérifier dans le cadre de cet audit ont été établis.

Afin d'élaborer un questionnaire pour l'audit de performance utilisant ces deux approches, les auditeurs de la BAI ont analysé le déroulement du cycle politique, de la conception à l'exécution, afin d'identifier les risques potentiels de chaque phase du cycle politique. Le questionnaire a été préparé pour (a) s'assurer de l'exactitude et de l'actualité des données de base utilisées dans les politiques publiques de gestion des poussières fines ; (b) examiner la fiabilité des effets anticipés des plans gouvernementaux ; et (c) examiner la base de l'évaluation des performances utilisée dans l'exécution des plans et vérifier si des plans supplémentaires ont été établis pour corriger les défauts ou les problèmes des plans de mise en œuvre.

Catégorie	Approche	Point de risque	Questionnaire
Planification	Approche linéaire	Exactitude des données de base de la politique	L'exactitude des quantités d'émissions de chaque source de polluants, qui constituent la base des plans gouvernementaux de gestion des poussières fines, est-elle constamment vérifiée et garantie ?
Gestion des sources de pollution	Approche par analyse ponctuelle	Efficacité des politiques	Existe-t-il un mécanisme systématique de gestion du suivi pour contrôler les véhicules équipés de filtres à particules diesel ?

Tableau 1. Exemple d'élaboration d'un questionnaire pour l'audit de performance. Source : Comité d'audit et d'inspection, Corée

Résultats de l'audit et recommandations

L'audit des politiques gouvernementales de gestion des poussières fines selon les deux approches susmentionnées a révélé qu'il est encore difficile pour les citoyens ordinaires de ressentir l'efficacité des politiques gouvernementales de réduction de la concentration de poussières fines dans l'air, car même si le gouvernement consacre un budget considérable au contrôle de la situation nationale, il y a encore des limites, étant donné que 50 % des poussières fines proviennent de l'étranger.

Cet audit a démontré que le ministère de l'Environnement a utilisé des données correctes sur les quantités d'émissions des sources de polluants pour établir ses plans de réduction des poussières fines. Ces données étaient aussi précises que celles d'autres pays. Toutefois, certaines parties des plans du gouvernement présentaient des lacunes. Par exemple, certaines sources de polluants ont été omises, certaines quantités cibles d'émissions ont été sous-estimées en raison de l'inexactitude des données sur les sources ; certains plans de mise en œuvre individuels ont été exécutés sans vérification de l'efficacité du plan ; et il est devenu difficile de s'attendre à l'efficacité de certains plans de mise en œuvre en raison de l'absence d'une gestion de suivi appropriée. Les détails de ces problèmes sont présentés dans le tableau 2.

Catégorie	Approche	Principaux défauts et solutions
Établissement de plans de mise en œuvre et de mécanismes de gestion	Approche linéaire- L'ensemble du cycle politique, de la conception à l'exécution, a été examiné afin d'analyser les facteurs de risque de chaque phase du cycle politique.	- Certaines quantités d'émissions de sources polluantes ont été calculées de manière imprécise et tardive → le système de calcul des quantités d'émissions devrait être amélioré.- Le plan global de gestion des poussières fines contenait des plans de mise en œuvre inappropriés → Le plan global doit être révisé.
Plans de gestion pour chaque source de pollution	Analyse des points- L'efficacité et l'efficience de chaque plan de mise en œuvre ont été examinées afin d'analyser les causes des problèmes et de trouver des solutions pour les améliorer.	- L'efficacité de la gestion des vieux véhicules diesel n'est pas assurée → Le plan de gestion du suivi devrait être amélioré.- L'efficacité des plans de réduction des poussières fines dans les stations de métro et les écoles n'a pas été suffisamment vérifiée → les plans de mise en œuvre devraient être améliorés après vérification des effets attendus des plans.

Tableau 2. Comment les résultats d'audit ont été tirés de chaque approche. Source : Comité d'audit et d'inspection, Corée

Enseignements tirés et conclusion

Dans le cadre de l'audit de performance des programmes environnementaux gouvernementaux, il est utile et approprié d'utiliser à la fois l'approche linéaire et l'approche par analyse de points. L'approche linéaire permet aux auditeurs d'analyser chaque phase du cycle politique, tandis que l'analyse ponctuelle permet d'analyser l'efficacité et l'efficience de chaque programme de mise en œuvre.

Lors de l'utilisation de ces approches en matière d'audit, il est important de garder à l'esprit que les auditeurs doivent avoir une connaissance complète des sujets d'audit donnés, faire appel à des experts externes directement et indirectement dans le processus d'audit, et identifier les problèmes sur la base d'une analyse scientifique afin d'établir des solutions alternatives.

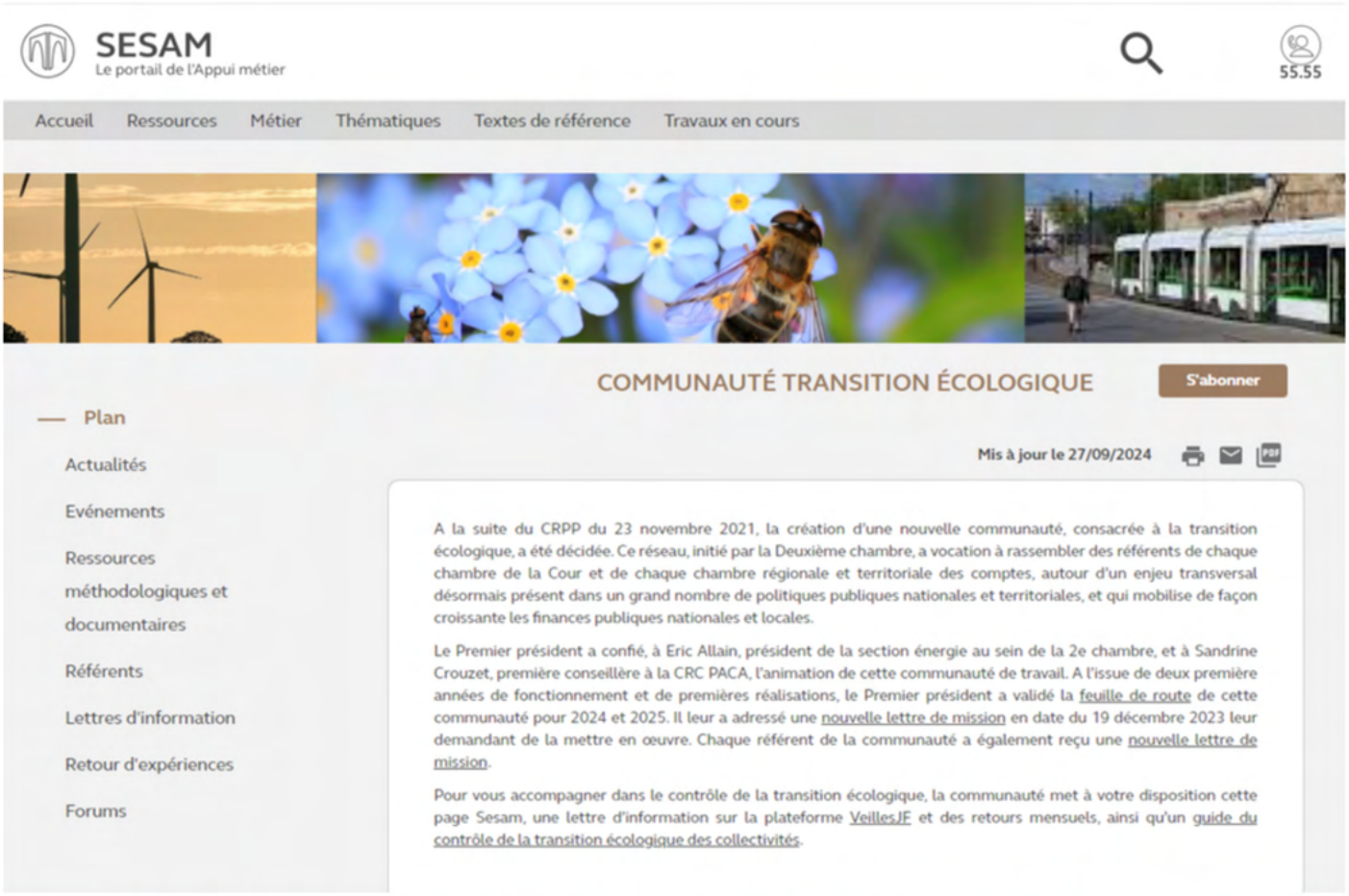
Source: Adobe Stock Images, Jiw Ingka

Une “Communauté transition écologique” fait le plein d'outils pour la Cour des comptes de France

Par Éric Allain, conseiller maître, président de la section Énergie, et Sandrine Crouzet, Première conseillère de Chambre régionale des comptes.

Prenant en compte la montée des préoccupations environnementales et l’importance croissance des enjeux de transition écologique dans l’ensemble des politiques publiques, nationales et locales, la Cour des comptes de France, l’institution supérieure de contrôle (ISC) qui forme les juridictions financières avec les chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC), , s’est organisée avec ces dernières afin de renforcer la pertinence de leurs travaux de contrôle et d’évaluation dans ces domaines, qui, d’ores et déjà, représentent une part croissante de leurs travaux programmés.

S'il s'agit d'intensifier la pression de contrôle sur ces sujets, qui représentent des enjeux financiers publics croissants (en termes de dépenses budgétaires, de fiscalité, mais aussi de « dette écologique »), il convient également de renforcer les capacités des auditeurs sur ces sujets complexes, parfois controversés. Une démarche originale a été engagée, sous la forme d'une « communauté transition écologique ».



La communauté transition écologique dispose d'un portail sur l'Intranet des juridictions financières. Source: Cour des comptes

La communauté transition écologique des juridictions financières a été créée en février 2021 dans l'objectif de promouvoir et favoriser le contrôle de la transition écologique, que ce soit au niveau des chambres de la Cour ou des CRTC.

La communauté est constituée de deux co-animateurs, l'un magistrat à la Cour et l'autre en CRTC, et de référents au sein de chaque chambre (Cour et CRTC), du parquet général mais aussi de chaque direction des services supports de la Cour.

Cour des comptes — Chambres régionales & territoriales des comptes

Lettre d'information

COMMUNAUTÉ TRANSITION ÉCOLOGIQUE

vendredi 27 septembre 2024

N°31 - Septembre 2024

La lettre de la Communauté Transition écologique vous propose tous les mois les actualités sur le sujet.
Eric Allain, président de la section énergie au sein de la 2ème chambre, et Sandrine Crouzet, première conseillère à la CRC PACA, responsables de l'animation de cette communauté de travail.
Documentaliste référent : Olivier Le Cocguen

Un document à faire connaître, une information à signaler ?
communautetransitionecologique@ccomptes.fr

Sommaire

Transition écologique

Changement climatique

Transition énergétique
Décarbonation des transports
Décarbonation de l'industrie
Décarbonation des bâtiments
Adaptation au changement climatique

Ressources naturelles

Transition écologique

Un nouveau ministère de la Transition écologique élagué et recentré sur l'énergie

Si son intitulé est rallongé, son périmètre, lui, a bien diminué. Le nouveau ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques est occupé par Agnès Pannier-Runacher. À l'image de sa ministre, il est fortement marqué par la problématique énergétique quitte à délaisser les éléments clés de la transition écologique comme le logement, le transport ou encore la cohésion des territoires qui ne dépendent plus de lui.

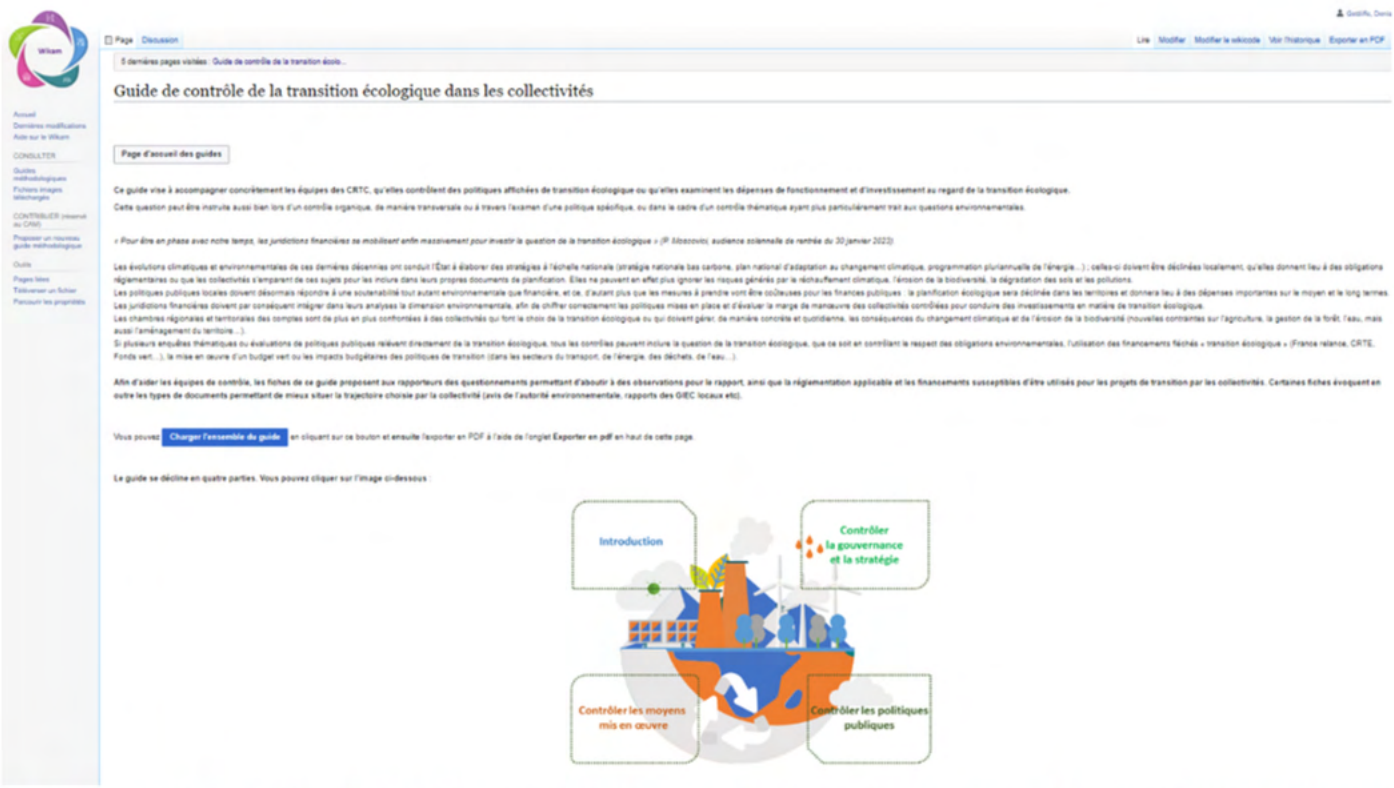
Source : *Acteurs Publics - lundi 23 septembre 2024*

Michel Barnier déconnecte le secrétariat général à la planification

La Communauté transition écologique diffuse une lettre d'information mensuelle. Source: Cour des comptes

Se réunissant sur une base mensuelle et également déclinées en groupes de travail, elle met à disposition de l'ensemble des équipes de contrôles des outils leur permettant de mieux maîtriser les enjeux de transition écologique et d'inclure cette dimension transversale dans leurs contrôles :

- une lettre d'information mensuelle, regroupant des articles sur la transition écologique, le réchauffement climatique, la décarbonation de plusieurs secteurs d'activité (énergie, agriculture, transports) et l'aménagement des territoires en matière de transition ;
- des retours d'expérience de contrôles mensuels, sous la forme de rencontres/visioconférences/autres effectués à la Cour ou en CRC sur un domaine de la transition écologique ; ces retours d'expériences sont ouverts à tous ;
- un guide sous format « wiki », c'est-à-dire collaboratif, pour le contrôle de la transition écologique des collectivités territoriales ; chacune des fiches du guide expose les enjeux de la thématique traitée, rappelle les obligations réglementaires afin d'effectuer un contrôle de régularité et propose un questionnaire réutilisable par les équipes de contrôle. Le guide présente également une méthodologie pour intégrer le contrôle de la transition dans tous les volets habituellement présents dans un contrôle des comptes et de la gestion (analyse financière, ressources humaines, pilotage budgétaire, patrimoine). Ce guide est à disposition des équipes de contrôle depuis novembre 2023.



Le guide collaboratif de contrôle de la transition écologique dans les collectivités comporte des fiches proposant aux équipes d'audit des questionnements permettant d'aboutir à des observations pour leur rapport, ainsi que la réglementation applicable et les financements susceptibles d'être utilisés pour les projets de transition par les collectivités. Certaines fiches évoquent en outre les types de documents permettant de mieux situer la trajectoire choisie par la collectivité. Source: Cour des comptes

- des conférences ou webinaires, deux ou trois fois par an, durant lesquels des intervenants extérieurs peuvent présenter des dispositifs de financement de la transition écologique, des rapports de think tanks sur le sujet, des dispositifs d'évaluation;
- des formations, en lien avec le centre appui métier, soit sur la transition écologique elle-même, soit sur des méthodes de contrôles sectoriels sur la transition écologique;
- un espace documentaire qui permet de retrouver facilement tous ces outils.

La page intranet de veille documentaire de la communauté transition écologique offre un accès à toutes les publications touchant cette thématique. Source: Cour des comptes

La communauté travaille de façon continue à l'amélioration des outils existants : le format choisi pour le guide de contrôle permet de rajouter des fiches, de faire des liens avec d'autres guides de contrôle (thématiques) incluant des volets sur la transition écologique, de mettre régulièrement à jour les références réglementaires. Un groupe de travail, composé de référents et de non-référents, rédige et revoit les fiches de façon collégiale.

La création plus récente de deux autres groupes de travail permet d'accroître la réflexion de la communauté sur le contrôle de la transition :

- un groupe de travail « international », avec la participation de la direction internationale de la Cour, permettra de repérer les méthodologies et les bonnes pratiques appliquées dans les autres institutions supérieures de contrôle, d'interroger des experts étrangers et de renforcer la participation des juridictions financières françaises au sein de l'Intosai et des autres institutions internationales rassemblant les ISC, mais aussi dans les partenariats déjà existants ;
- un groupe de réflexion sur la comptabilité environnementale et les budgets verts a également été constitué, afin de se projeter dans des modalités de contrôles encore peu connues aujourd'hui*(1)* et de s'associer aux réflexions en cours sur la prise en compte de la transition écologique dans les comptabilités.

(1) L'État s'est doté d'une évaluation environnementale du projet de loi de finances depuis 2020 et les collectivités locales devront produire une annexe du même type dès leur compte administratif 2024.

Depuis la création de la communauté, le nombre de référents par chambre a augmenté (jusqu'à trois référents nommés par le président de chambre). Certaines CRTC se sont également dotées de pôles internes sur la transition écologique. Ces pôles ont pour vocation de proposer des contrôles sur cette thématique dans la programmation de leur chambre, d'accompagner les collègues désireux d'introduire un volet transition écologique dans leurs contrôles, de construire des formations internes pour accroître les compétences des agents.

Le travail effectué depuis plus de deux ans par la communauté transition écologique, désormais bien identifiée au sein des juridictions financières, servira de base pour faciliter le travail de tous en vue du rapport annuel sur la transition écologique, annoncé par le Premier président de la Cour des comptes et dont la publication est prévue en septembre 2025. Cette perspective incite la communauté à affiner ses outils et à promouvoir les formations locales par le biais des référents.

L'augmentation du nombre de référents, mais aussi de participants aux retours d'expérience mensuels, démontre l'intérêt croissant que nos collègues portent à ces problématiques. En ce sens, la communauté a atteint une partie de ses objectifs : elle a pu démontrer que le contrôle de la transition n'était pas réservé à certaines équipes de contrôle mais pouvait, voire devait, être pratiqué par tous ; elle a renforcé la capacité d'action des juridictions financières dans ce domaine.

Ces efforts doivent être maintenus pour que la transition écologique devienne un axe de contrôle tout aussi systématique que les ressources humaines, l'analyse financière, l'égalité hommes/femmes ou la politique immobilière. L'étape suivante sera de faire de la transition écologique non pas un axe de contrôle, mais un point à contrôler de façon transversale dans tous les volets des contrôles des comptes et de la gestion et dans toutes les évaluations de politiques publiques.

Les auteurs, Éric Allain, auditeur principal, président de la division énergie (à gauche), et Sandrine Crouzet, première conseillère de chambre régionale des comptes (à droite). Source : Cour des comptes

Source: Adobe Stock Images, Jiw Ingka

Application de la prospective stratégique à l'audit de performance : Étude de cas de l'audit de la transition énergétique en Indonésie

Auteurs : Pemut Aryo Wibowo, Normas Andi Ahmad, Comité d'audit de la République d'Indonésie

Résumé

L'incertitude future, due à des facteurs tels que le changement climatique, les avancées technologiques et la dynamique mondiale, pose des défis qui obligent les organisations et les gouvernements à adopter des approches de planification plus souples, plus adaptatives et plus résilientes. Les ISC jouent un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique et l'incertitude future en fournissant des informations sur l'efficacité des initiatives liées au climat et en favorisant une plus grande responsabilité et une plus grande transparence. La prospective stratégique en matière d'audit est essentielle pour anticiper les incertitudes futures et s'y préparer, ce qui permet aux organisations de gérer les risques et les opportunités de manière proactive.

L'application d'un cadre de prospective en six étapes à l'audit de la transition énergétique, en particulier dans le secteur de l'électricité, permet aux auditeurs d'évaluer les progrès, d'identifier les lacunes et de formuler des recommandations pour des politiques énergétiques plus durables et plus résilientes. En intégrant la prospective stratégique dans les pratiques d'audit, les organisations peuvent mieux se préparer aux complexités d'un monde en évolution rapide et renforcer leur capacité de résistance face aux incertitudes futures.

I. Rôle des ISC dans la lutte contre le changement climatique et l'incertitude future

Le changement climatique est l'un des facteurs qui illustrent la force puissante de l'incertitude future. L'imprévisibilité des événements liés au climat, tels que les conditions météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau des mers et la modification des écosystèmes, introduit un niveau d'incertitude qui remet en question les modèles traditionnels de planification et de prise de décision. Comme ces facteurs interagissent avec d'autres défis mondiaux tels que les tensions géopolitiques et les avancées technologiques, l'avenir devient de plus en plus difficile à prévoir, ce qui rend essentiel pour les organisations et les gouvernements d'adopter des approches de planification plus souples et plus adaptatives.

Les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) jouent un rôle essentiel pour relever les défis posés par le changement climatique et l'incertitude future. En tant qu'entités indépendantes chargées d'évaluer les politiques et les dépenses des gouvernements, les ISC sont particulièrement bien placées pour évaluer l'efficacité des initiatives liées au climat et s'assurer que les ressources publiques sont utilisées de manière efficiente et efficace (INTOSAI, 2019). Face à l'incertitude croissante, les ISC peuvent fournir des informations essentielles sur la manière dont les gouvernements se préparent aux impacts du changement climatique, allant des efforts d'atténuation aux stratégies d'adaptation. Les ISC peuvent également favoriser une plus grande responsabilité et une plus grande transparence dans la manière dont les gouvernements abordent le changement climatique et gèrent l'incertitude. Grâce à des contrôles rigoureux, elles peuvent obliger les gouvernements à rendre compte de leurs engagements en matière d'action climatique, en veillant à ce que les objectifs soient atteints et à ce que les ressources ne soient pas mal affectées.

Le Comité d'audit de la République d'Indonésie (BPK), en tant qu'institution d'audit suprême du pays, joue un rôle essentiel dans la promotion d'une gouvernance et d'une gestion efficaces du climat. Dans un pays aussi diversifié et dynamique que l'Indonésie, s'attaquer au changement climatique tout en maintenant un équilibre entre la croissance économique, le progrès social et la durabilité environnementale constitue un défi de taille. Le BPK s'engage activement dans cette tâche complexe en veillant à ce que les politiques et les actions liées au climat soient à la fois efficaces et conformes aux principes du développement durable. En réalisant des audits approfondis des initiatives et des politiques climatiques, la BPK assure une fonction de contrôle cruciale qui contribue à garantir que l'approche de l'Indonésie en matière de changement climatique est à la fois solide et équitable.

Alors que les organisations sont confrontées à des défis complexes tels que les bouleversements technologiques, le changement climatique et l'évolution des paysages géopolitiques, il existe un besoin croissant d'audits qui ne se contentent pas d'évaluer le présent, mais qui anticipent également l'avenir (Butaka, 2022). C'est là que la prospective stratégique devient inestimable, en offrant une approche proactive de l'audit qui permet aux organisations de naviguer dans les incertitudes et d'aligner leurs stratégies sur les scénarios futurs potentiels. En intégrant la prospective dans le processus d'audit, les auditeurs peuvent identifier les risques émergents, les tendances et les opportunités susceptibles d'avoir un impact sur l'organisation à long terme (Hay, 2019). Cette approche proactive aide les auditeurs non seulement à évaluer la performance actuelle, mais aussi à déterminer dans quelle mesure une organisation est en mesure de s'adapter aux défis futurs.

II. La prospective stratégique en matière d'audit

L'un des cadres de prospective stratégique est le cadre de prospective en six étapes élaboré par Hines et Bishop (2007). Ce cadre est compatible avec le processus d'audit car il permet d'améliorer la prise de décision en donnant un aperçu des implications à long terme de différents scénarios sur la réalisation des objectifs et les opérations organisationnelles, garantissant ainsi que l'organisation reste résiliente et adaptable au fil du temps (Kramer, 2023). Le processus commence par le cadrage, qui permet de définir les principales questions et la portée, compte tenu du contexte plus large des objectifs stratégiques du gouvernement et des incertitudes auxquelles il est confronté. Cette étape prépare le terrain pour l'analyse, qui consiste à recueillir des informations auprès de diverses sources afin d'identifier les tendances, les signaux et les questions émergentes susceptibles d'avoir une incidence sur l'administration ou les institutions. Le processus d'analyse aide les auditeurs à acquérir une compréhension globale des développements futurs potentiels, ce qui leur permet d'identifier les risques et les opportunités pertinents qui pourraient ne pas être mis en évidence par les méthodes d'audit traditionnelles. Il offre une perspective plus structurée sur les tendances et les changements majeurs qui se produisent dans l'environnement d'une organisation, contribuant ainsi à éclairer les décisions politiques (Habegger, 2010).

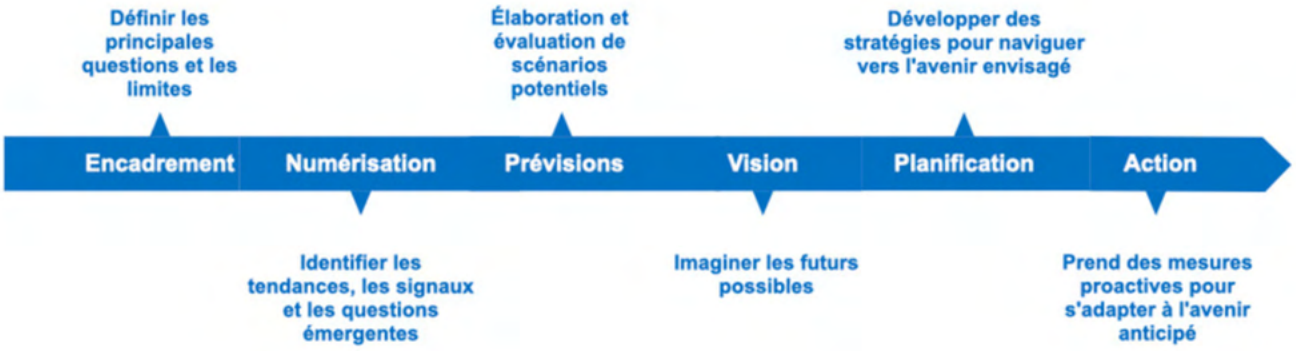


Figure 1. Cadre de prospective en six étapes (d'après Hines et Bishop, 2007). Source : Wibowo et Ahmad

Les étapes suivantes, la prévision et la vision, consistent à élaborer des scénarios potentiels sur la base des informations recueillies et à imaginer les futurs possibles. En outre, les prévisions peuvent être utilisées pour évaluer les scénarios afin de prédire comment différentes variables pourraient affecter la réalisation des objectifs stratégiques (FasterCapital, 2024). La vision, quant à elle, aide les auditeurs et les parties prenantes à formuler un état futur souhaité, en tenant compte des scénarios les plus favorables. La planification implique ensuite l'élaboration de stratégies pour naviguer vers l'avenir envisagé, y compris l'atténuation des risques et l'affectation des ressources. Enfin, la phase d'action est celle de la mise en œuvre, au cours de laquelle le gouvernement et les institutions prennent des mesures proactives pour s'adapter aux changements anticipés. En intégrant ce cadre de prospective, les auditeurs peuvent aller au-delà de l'analyse rétrospective et fournir des informations précieuses qui aident les organisations à être résilientes et à s'adapter face à l'incertitude.

III. Application de la prospective stratégique à l'audit de la transition énergétique

Le secteur de l'énergie est celui qui contribue le plus aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui en fait un point central dans la lutte contre le changement climatique (Climate Watch, 2024). La transition énergétique est une voie essentielle pour atténuer le changement climatique, car elle représente un passage des systèmes énergétiques basés sur les combustibles fossiles à des sources plus durables et renouvelables. En Indonésie, le secteur de l'énergie représentait 59,19 % des émissions de gaz à effet de serre du pays en 2022, la production d'électricité contribuant à 40,7 % des émissions du secteur de l'énergie (Ministère de l'environnement et des forêts, 2024).

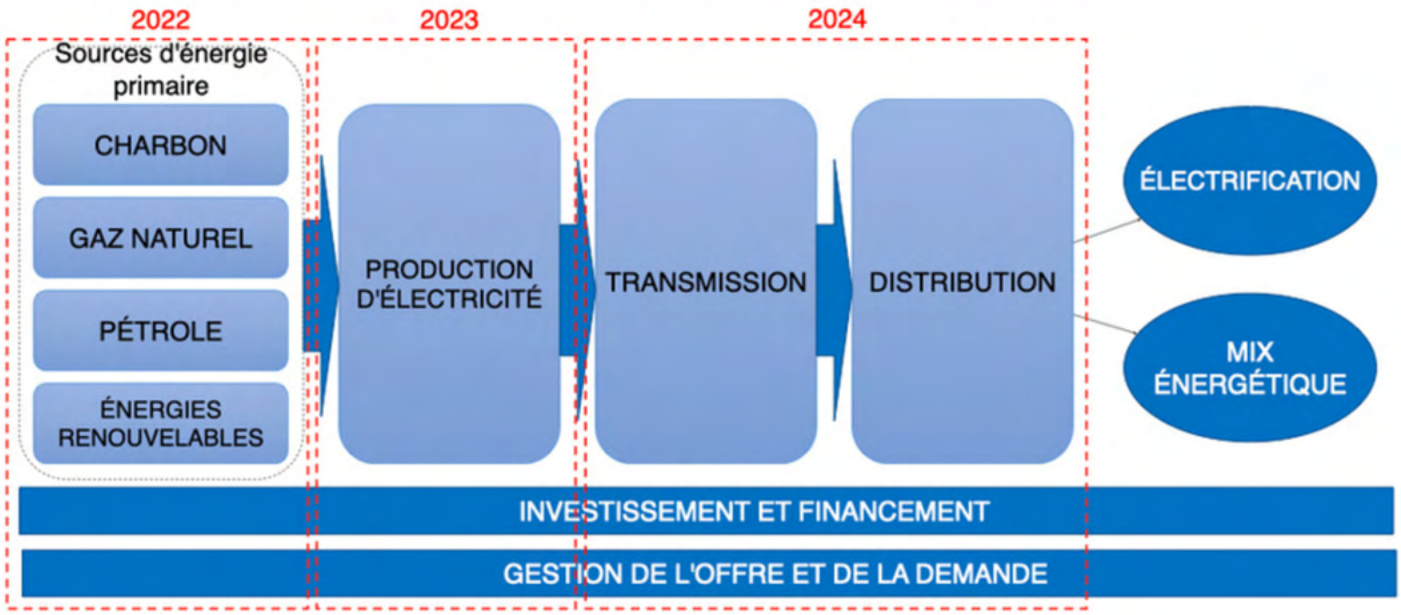


Figure 2. Gestion et développement de l'électricité en Indonésie. Source : Wibowo et Ahmad

La mise en œuvre du cadre de prospective stratégique dans l'audit de performance est pilotée dans l'audit de la transition énergétique, en particulier dans la production d'électricité. Le processus de prospective comprendra une série d'audits entre 2022 et 2024 et la prospective globale sur la transition énergétique devrait être publiée en 2025. La première année, l'audit s'est concentré sur la gestion des sources d'énergie, notamment le charbon, le gaz naturel et les énergies renouvelables, afin d'évaluer la qualité de l'utilisation et de la gestion de ces ressources. La deuxième année a porté sur la production d'électricité et la dernière année sera consacrée au transport et à la distribution.

La phase de cadrage consiste à définir l'objectif principal et le champ d'application du développement énergétique. Ils comprennent les principales parties prenantes, les risques potentiels et les aspects spécifiques qui doivent être examinés, tels que la mise en œuvre des politiques, le développement des infrastructures ou les investissements financiers. L'équilibre entre les trois aspects du trilemme énergétique - la sécurité énergétique, l'accessibilité financière de l'énergie et la durabilité environnementale - est également considéré comme l'une des principales questions. Le processus est ensuite suivi d'une analyse, au cours de laquelle des données influentes sont recueillies auprès de diverses sources, notamment les tendances technologiques, les risques géopolitiques, les changements réglementaires et les incidences sur l'environnement. Cette collecte exhaustive d'informations permet d'identifier les questions, les opportunités et les défis émergents susceptibles d'influer sur la transition énergétique. Dans la phase de prévision, les auditeurs analysent les données recueillies pour évaluer les scénarios futurs potentiels, en envisageant les différentes voies que la transition énergétique pourrait emprunter. Ces scénarios sont ensuite utilisés dans la phase d'élaboration de la vision pour définir les états futurs souhaitables, ce qui permet de fixer des objectifs à long terme conformes aux objectifs de la transition énergétique et aux politiques nationales en matière d'énergie.

Le résultat de l'audit devrait influencer positivement les stratégies réalisables pour atteindre les résultats envisagés, en intégrant la gestion des risques et l'allocation des ressources dans la phase de planification. Enfin, dans la phase d'action, les auditeurs surveillent la mise en œuvre de ces stratégies et recommandations, en fournissant un retour d'information et en procédant aux ajustements nécessaires pour s'assurer que la transition énergétique progresse de manière harmonieuse et efficace, tout en atteignant les objectifs réglementaires et de durabilité. Les résultats finaux de la série d'audits seront ensuite compilés dans un rapport complet qui fournira une vision stratégique de la transition énergétique de l'Indonésie pour faire face au changement climatique.

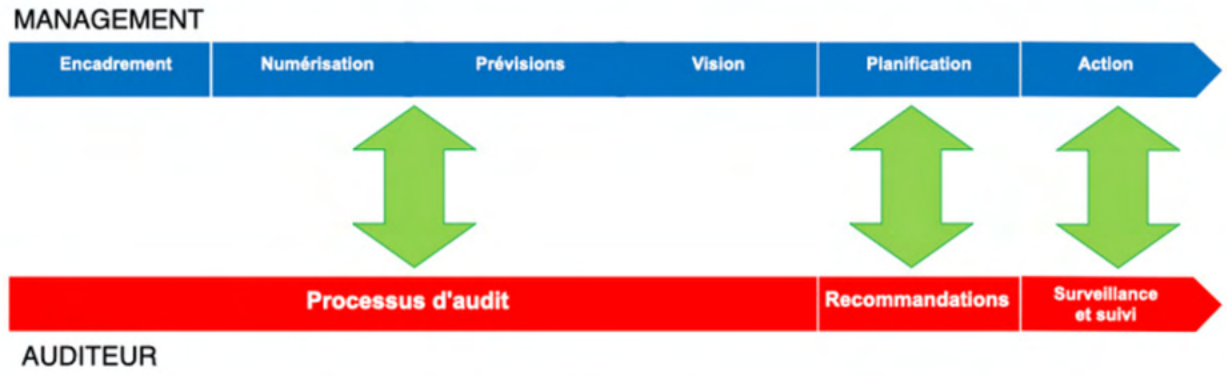


Figure 3. Intégration de la prospective stratégique dans l'audit. Source : Wibowo et Ahmad

IV. Résultats et analyse

Pour la première année, l'audit a produit des résultats prospectifs et orientés vers l'avenir qui soulignent la nécessité d'apporter des ajustements stratégiques aux politiques énergétiques actuelles (BPK, 2023). L'audit a révélé que si des progrès notables ont été accomplis dans l'adoption d'un système énergétique durable, les infrastructures et les cadres réglementaires existants pourraient avoir du mal à s'adapter aux changements rapides attendus dans un avenir proche. Les lacunes potentielles et les possibilités d'amélioration mises en évidence par l'audit sont les suivantes :

1. Augmentation potentielle des subventions à l'énergie qui doit être atténuée en raison de la transition anticipée vers les énergies renouvelables, qui est susceptible d'augmenter les coûts de production de l'électricité. Étant donné que le secteur de l'électricité en Indonésie est toujours subventionné par le gouvernement et en supposant qu'il n'y aura pas d'augmentation des tarifs dans un avenir proche, cette augmentation des coûts de production aurait un impact significatif sur le montant de la subvention nécessaire. Sans ajustement des tarifs, le gouvernement devrait allouer davantage de ressources pour couvrir les coûts de production plus élevés, augmentant ainsi la charge financière des subventions.

2. Malgré plusieurs engagements pris en faveur du financement de la transition énergétique en Indonésie, il subsiste un fossé important dans l'identification et la mobilisation des schémas et sources de financement nécessaires pour les projets clés. Le gouvernement doit encore préciser comment il financera la mise à la retraite anticipée des centrales électriques au charbon, une étape critique du processus de transition. En outre, aucune analyse complète de l'impact de la transition énergétique sur les finances de l'État n'a été entreprise. Ce manque de clarté et de planification concernant le financement et les impacts financiers pose des problèmes pour la mise en œuvre réussie des objectifs de transition énergétique de l'Indonésie, ce qui pourrait entraver les progrès et la durabilité à long terme.

3. L'initiative de mise à la retraite anticipée du charbon n'a pas fait l'objet d'une analyse approfondie des coûts et des avantages, ce qui est essentiel pour évaluer sa viabilité et son impact à long terme. L'initiative n'a pas suffisamment pris en compte les sources d'énergie alternatives, notamment leur fiabilité et leur accessibilité financière, qui sont essentielles pour garantir un approvisionnement énergétique stable après la transition. En outre, la question potentielle des actifs échoués résultant de la mise hors service des centrales électriques au charbon n'a pas été pleinement abordée. Sans ces évaluations critiques, l'initiative risque de créer des problèmes économiques et de sécurité énergétique qui pourraient compromettre les avantages escomptés.

4. Selon la feuille de route « Net Zero Emission », une part importante des activités économiques futures en Indonésie devrait être alimentée par des panneaux solaires. Cependant, une dépendance critique à l'égard des importations étrangères est identifiée, avec environ 70 à 80 pour cent des composants des centrales solaires qui proviennent encore d'autres pays. Cette dépendance met en évidence une lacune importante dans la capacité industrielle nationale, car les industries locales ne sont pas encore prêtes à produire les composants nécessaires pour soutenir le développement à grande échelle de l'énergie renouvelable en Indonésie. Le manque de capacités de production nationales ne soulève pas seulement des inquiétudes quant aux vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, mais limite également les avantages économiques potentiels de la transition énergétique, tels que la création d'emplois et le progrès technologique dans le pays.

5. Le développement de l'infrastructure électrique a pris du retard, ce qui suscite des inquiétudes quant à la stabilité et à la fiabilité du système électrique dans plusieurs régions. L'analyse prédictive indique que si cette lenteur se poursuit et n'est pas efficacement atténuée, la sécurité du réseau électrique pourrait s'en trouver gravement affectée. Un développement insuffisant des infrastructures pourrait entraîner des pénuries d'électricité, des perturbations et une incapacité à répondre à la demande croissante d'énergie, en particulier à mesure que le pays se tourne vers les sources d'énergie renouvelables.

L'audit a apporté des informations précieuses qui aident à définir les principaux enjeux et la portée de la transition énergétique et à identifier les questions et les informations clés qui doivent être prises en compte. En s'appuyant sur les données et les conclusions des audits, le processus est mieux équipé pour identifier les risques, les opportunités et les tendances émergentes. Les résultats de l'audit jouent également un rôle crucial en offrant des analyses fondées sur des données qui aident à prévoir les défis et les opportunités futurs. En fin de compte, les résultats des audits du BPK éclairent l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies, en veillant à ce qu'elles soient alignées sur les objectifs stratégiques et les principes de durabilité.

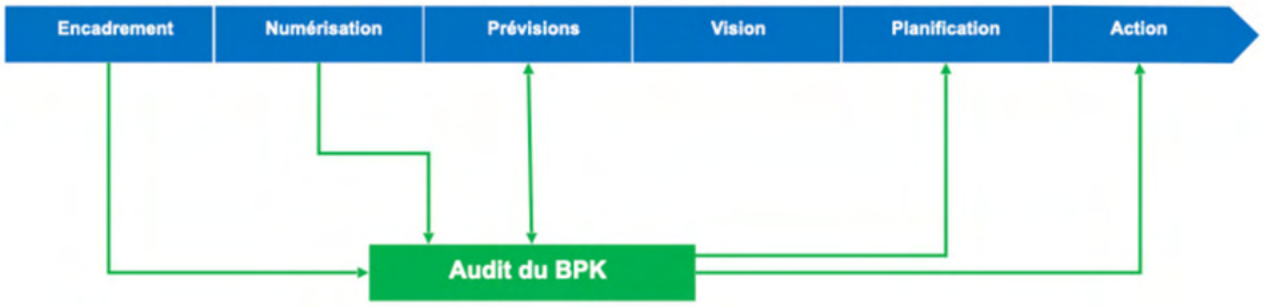


Figure 4. Lien entre le cadre d'audit et le cadre de prospective. Source : Wibowo et Ahmad

V. Conclusion et perspectives d'avenir

L'audit pilote a démontré que l'intégration du cadre de prospective stratégique en six étapes dans le processus d'audit améliore considérablement les capacités de prise de décision. Cette approche permet non seulement d'obtenir des informations précieuses sur les implications à long terme de divers scénarios sur la réalisation des objectifs et les opérations de l'organisation, mais aussi de renforcer la capacité de l'organisation à rester résiliente et à s'adapter au fil du temps. En alignant les résultats de l'audit sur les perspectives d'avenir, les organisations peuvent mieux anticiper et se préparer aux défis futurs, améliorant ainsi l'efficacité globale de leur planification et exécution stratégiques.

Compte tenu du succès de l'audit pilote, les audits suivants devraient permettre d'évaluer d'autres aspects critiques et de suivre la mise en œuvre des recommandations de l'audit précédent. L'utilisation de cette approche devrait fournir une base plus solide et plus complète pour comprendre les complexités et les impacts futurs de la transition énergétique sur les objectifs stratégiques de l'État. À l'issue de cette série d'audits, un rapport de prospective complet sera compilé et publié, offrant une analyse approfondie des résultats et de leurs implications. Ce rapport devrait constituer une ressource essentielle pour orienter les décisions et les stratégies futures, en veillant à ce que l'organisation soit bien positionnée pour naviguer dans le paysage énergétique en constante évolution. En synthétisant les conclusions des audits, le rapport proposera des recommandations exploitables qui s'alignent sur les tendances émergentes, aidant ainsi le gouvernement à relever de manière proactive les défis et à saisir les opportunités qui se présentent dans le secteur dynamique de l'énergie.

À propos des auteurs

Mr. Pemut Aryo Wibowo

M. Wibowo est titulaire d'une maîtrise en comptabilité de l'Université Gajah Mada. Il est actuellement Directeur de l'audit au sein du Comité d'audit de la République d'Indonésie, chargé de superviser l'audit de la gestion de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.

Mr. Normas Andi Ahmad

M. Ahmad est un auditeur senior titulaire d'un master en environnement et développement durable de l'Université de Glasgow. Il a de l'expérience dans la direction d'une équipe d'audit sur la gestion de l'énergie et des ressources naturelles, ainsi que dans les audits liés aux objectifs de développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

1. BPK (2023). *IHPS Semestre I 2023*. Jakarta : BPK.
2. Butaka, G. (2022). L'évolution de l'audit dans le sillage de la pandémie. *ISACA Journal*. 1.
3. Climate Watch (2024). *Historical GHG Emissions*. https://www.climatewatchdata.org/ghg-emissions?end_year=2021&start_year=1990 [consulté le 14 août 2024]
4. FasterCapital (2024). *Audit des prévisions : Comment mener et réussir un audit des prévisions financières*. https://fastercapital.com/content/Forecasting-audit--How-to-conduct-and-pass-a-financial-forecasting-audit.html#Introduction-to-Financial-Forecasting-Audit [Consulté le 21 août 2024]
5. Habegger, B. (2010). La prospective stratégique dans les politiques publiques : Revue des expériences du Royaume-Uni, de Singapour et des Pays-Bas. *Futures*, 42, 49-58.
6. Hay, D. (2019). *L'avenir de l'audit*. Londres : Routledge.
7. Hines, A. et Bishop, P. (2007). *Penser l'avenir : Lignes directrices pour la prospective stratégique*. Social Technologies.
8. INTOSAI (2019). *ISSAI 300 Principes de l'audit de performance*. Vienne : INTOSAI.
9. Kramer, M. (2023). *Affiner votre vision de la prospective stratégique*. https://allthingsinsights.com/content/sharpening-your-strategic-foresights-vision/ [consulté le 20 août 2024]
10. Ministère de l'Environnement et des Forêts (2024). *Laporan Inventarisasi Gas Rumah Kaca (GRK) dan Monitoring, Pelaporan, Verifikasi (MPV) 2023*. Jakarta : Kementerian Lingkungan Hidup dan Kehutanan.

Source: U.S. GAO

Des leaders qui enseignent : Le programme de professeurs adjoints du GAO élargit les capacités des auditeurs

Auteur : Kevin Copping, Professeur adjoint Gestionnaire des programmes, U.S. GAO

« Docendo discimus ». Lorsque nous enseignons, nous apprenons. Votre Institut supérieur de contrôle des finances publiques (ISC) a-t-il envisagé de mettre en place un programme « Leaders en tant qu'enseignants » ?

Dans le cadre d'un programme « Leaders-as-Teachers », des analystes et des auditeurs expérimentés interviennent dans la salle de classe pour enseigner aux nouveaux employés comment effectuer les principales tâches d'audit. Un enseignement efficace dispensé par des auditeurs expérimentés qui sont passés par là aide le personnel à apprendre, à se souvenir et, surtout, à appliquer le contenu du cours. S'appuyant sur les principes de l'apprentissage des adultes, selon lesquels les adultes apprennent mieux lorsqu'ils sont intéressés et impliqués, les instructeurs facilitent la discussion sur le matériel grâce à des questions réfléchies et approfondies, et ils enseignent en utilisant des conférences dynamiques et pertinentes, un langage vivant, des exemples illustratifs et des récits avec des messages qui restent. Il en résulte des apprenants curieux et engagés qui ont hâte d'en savoir plus sur le sujet.

Lorsqu'une ISC met en œuvre un programme « Leaders-as-Teachers », les instructeurs perfectionnent leurs compétences en matière de collaboration, d'influence et d'intégration ; les nouveaux employés se sentent plus engagés et acquièrent des compétences et des connaissances spécifiques à l'ISC ; et l'ISC bénéficie de la croissance organisationnelle qui découle de la promotion d'une culture de l'apprentissage.*(1)* Les ISC bénéficient également du fait que leurs centres de formation n'ont pas besoin d'éloigner le personnel du travail d'audit pendant de longues périodes ou de faire appel à des contractants externes pour donner les cours.

Le Government Accountability Office (GAO) des États-Unis d'Amérique a mis en place un programme intitulé « Leaders-as-Teachers », ou « Adjunct Faculty Program » (Programme des professeurs adjoints), depuis près de 20 ans. Dans le cadre de ce programme, plus de 200 instructeurs certifiés donnent des cours sur des sujets allant des contrôles internes et de l'élaboration de messages dans les rapports à la capacité de réflexion dans des situations difficiles et à la fourniture d'un retour d'information efficace. Les instructeurs du GAO donnent également des cours sur le leadership, les compétences informatiques appliquées, les méthodes de recherche et d'autres sujets professionnels transversaux. Contrairement à un programme de formation de formateurs dans lequel les instructeurs apprennent à enseigner un contenu spécifique, les instructeurs viennent au programme des professeurs adjoints avec une expertise sur un sujet particulier, mais se concentrent sur la maîtrise des théories d'apprentissage des adultes et des techniques d'enseignement qu'ils peuvent appliquer dans de multiples cours.

Tout commence par la culture d'apprentissage du GAO. Pour répondre à l'exigence des normes d'audit gouvernemental du GAO (le « Livre jaune ») selon laquelle l'ensemble des 2 580 analystes du GAO obtiennent chaque année des crédits de formation professionnelle continue, le centre d'apprentissage du GAO élabore des cours en personne, virtuels et hybrides d'une durée de 1 à 16 heures, des apprentissages en ligne, des supports de formation, des fiches de conseils, et bien plus encore. Au cours de l'exercice 2023 du GAO, le centre d'apprentissage a parrainé plus de 800 sessions de cours. Si certains cours sont dispensés par le personnel du Learning Center et par des contractants, plus de la moitié des cours sont dispensés par des instructeurs certifiés dans le cadre du Programme des professeurs adjoints.

Pour solliciter le personnel en tant qu'instructeur, le professeur adjoint Gestionnaires des programmes (Adjunct Faculty Program Manager)*(2)* organise chaque année un processus d' « Open Season » au cours de laquelle le personnel intéressé disposant d'une expertise pertinente obtient l'approbation de la direction et soumet un dossier de candidature détaillant son intérêt pour l'enseignement. Le centre d'apprentissage (Learning Center) sélectionne ensuite les personnes qualifiées pour participer au programme. Pour préparer le personnel à enseigner, le programme de professeurs adjoints exige la participation à un cours de 10 heures sur la théorie et les techniques d'apprentissage des adultes, dispensé par le responsable du programme de professeurs auxiliaires, sur deux jours. L'enseignement se concentre sur quatre normes de performance : préparer le terrain pour un apprentissage efficace, présenter l'information d'une manière facile à comprendre, faciliter la participation pour que les participants soient activement impliqués dans leur apprentissage, et gérer les défis de la classe avec assurance.*(3)* Les participants testent ensuite leurs compétences pédagogiques lors d'une session de stage au cours de laquelle ils enseignent un segment de 15 minutes de leur « classe cible » et reçoivent un retour d'information immédiat de la part de leurs pairs et du responsable du programme des professeurs adjoints. Le retour d'information se présente sous la forme de « lueurs » qui soulignent ce que l'instructeur a bien fait et de « croissances » qui mettent en évidence les domaines dans lesquels l'instructeur doit s'améliorer. Dans la semaine qui suit la session d'entraînement, les membres du personnel visionnent un enregistrement de leur session et envoient au responsable du Programme des professeurs adjoints leurs réflexions sur la session.

Source: U.S. GAO

Au cours de l'année suivante, après avoir suivi la formation, de nouveaux instructeurs :

- observent un instructeur expérimenté enseigner à la classe cible et prennent des notes sur les techniques d'enseignement utilisées,
- enseignent à la classe une ou deux fois,
- enseignent à nouveau et sont observés par le responsable du Programme des professeurs adjoints ou la personne désignée pour la certification sur la base des normes de performance, et
- participent à une séance de coaching et de feedback d'une heure.

Après cette session, les nouveaux instructeurs sont soit certifiés, soit observés à nouveau s'ils ont besoin d'améliorer certaines compétences. Une fois certifiés, les instructeurs doivent enseigner au moins deux fois par an pour conserver leur statut. Lorsque l'instructeur a enseigné 100 heures ou plus, il peut demander à être certifié en tant qu'instructeur principal.

Après la formation initiale et la certification, le Programme des professeurs adjoints offre aux instructeurs des possibilités de formation continue :

- Un programme d'enseignement avancé. Les instructeurs peuvent suivre des cours qui les aident à approfondir leurs connaissances de la théorie de l'apprentissage des adultes et à affiner leurs techniques d'enseignement. Ces sessions d'une heure portent notamment sur les techniques d'animation, la narration, les comptes rendus efficaces et l'utilisation des évaluations pour améliorer l'enseignement.

- Une série de déjeuners d'étude sur des sujets liés à la formation des adultes. Il s'agit d'une série d'ateliers au cours desquels un instructeur effectue des recherches sur un aspect de la formation des adultes et collabore avec le responsable du Programme des professeurs adjoints pour créer une session à l'intention de huit participants. Les thèmes abordés par le passé ont été l'effet expert, les mythes de l'apprentissage, l'esprit du débutant, les sciences cognitives et l'apprentissage, ainsi que l'intelligence émotionnelle et l'apprentissage.

- Une boîte à outils pour les instructeurs. Le Programme des professeurs adjoints a mis au point 33 « Outils pour instructeurs » ou fiches de conseils qui sont disponibles à la demande sur l'intranet du GAO pour rappeler aux instructeurs qui se préparent à enseigner les théories et les techniques d'apprentissage des adultes.

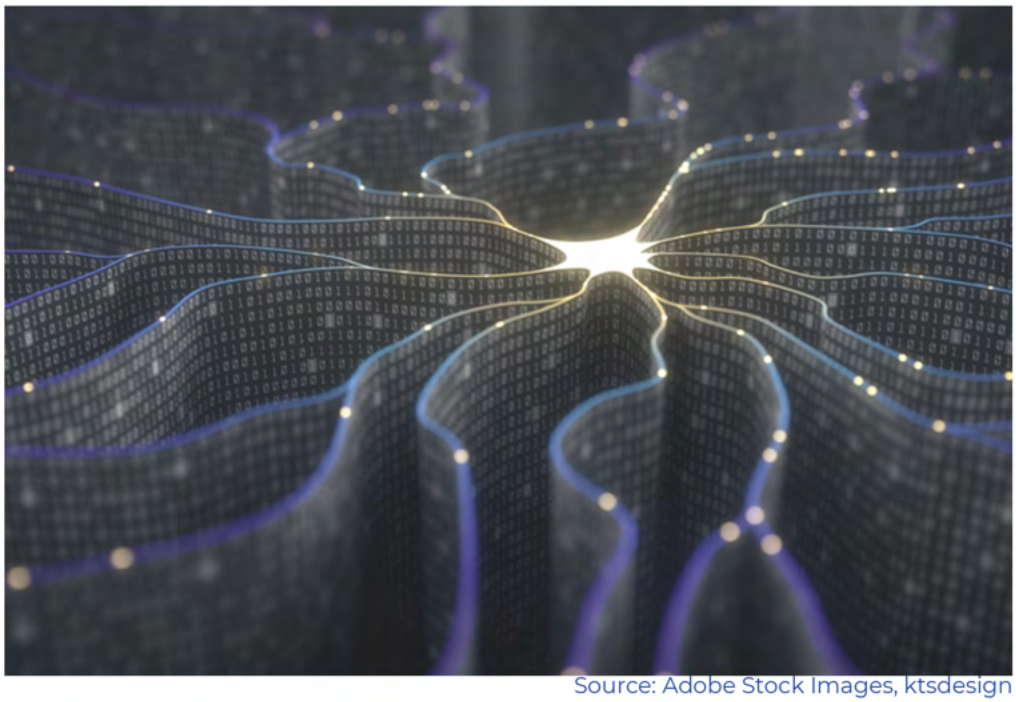
- Une lettre d'information à l'intention des enseignants. Le Programme des professeurs adjoints publie une lettre d'information mensuelle à l'intention des professeurs, qui contient des conseils pédagogiques, des informations sur des outils spécifiques destinés aux professeurs et des liens vers des articles sur l'enseignement et l'actualité du programme.

- Des possibilités de retour d'information, de coaching et d'observations check-in. Les instructeurs certifiés peuvent prendre des dispositions pour être observés chaque fois qu'ils enseignent. Par ailleurs, tous les trois ans, le système automatisé de gestion de l'apprentissage du centre d'apprentissage informe les instructeurs qu'ils doivent faire l'objet d'une « observation check-in » au cours de laquelle le responsable du Programme des professeurs adjoints les observera et leur fournira un retour d'information et une séance de coaching.

Vous souhaitez mettre en place un Programme des professeurs adjoints dans votre ISC ? Vous souhaitez obtenir une description plus détaillée du programme ? Contactez Ruth Strande, Chargé en chef de l'apprentissage, U.S. Government Accountability Office, en envoyant un courriel à media@gao.gov.

Notes de bas de page

1. Les leaders en tant qu'enseignants : Faire participer les employés à un apprentissage performant, The Training Associates en coopération avec ATD Research.
2. Le centre d'apprentissage du GAO a affecté un responsable du Programme des professeurs adjoints à temps plein pour administrer le programme, donner des cours aux nouveaux instructeurs et fournir un retour d'information et un accompagnement.
3. Adapté de l'International Board of Standards for Training, Performance, and Instruction.



Source: Adobe Stock Images, ktsdesign

Exploiter l'IA en vue de transformer les audits ex ante des marchés publics

Auteur : Adnene Maali, Cour des comptes - Qatar

Le rôle des ISC dans les audits des marchés publics ex ante

Dans le cadre du processus de passation des marchés publics, de nombreux organismes jouent un rôle dans la garantie de la conformité et de la responsabilité avant la finalisation des contrats. Les organes de contrôle des marchés publics, tels que les ministères, les autorités et d'autres agences spécialisées, sont souvent chargés de l'audit ex ante ou de l'approbation des marchés publics. Ils veillent à ce que les contrats soient conformes aux exigences légales, aux seuils financiers et aux spécifications de l'appel d'offres avant leur signature. Ils gèrent souvent une base de données centralisée sur les contrats, qui contient les enregistrements des accords de passation de marchés de toutes les entités gouvernementales.

Certaines Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) ont pour mandat d'effectuer des audits ex ante des marchés publics. Pour gérer efficacement le volume de ces contrats, des méthodes d'échantillonnage sont souvent utilisées. Les marchés soumis à un contrôle ex ante peuvent être sélectionnés en fonction de seuils financiers - par exemple, les marchés dépassant un certain montant - ou en fonction de leur type, comme ceux liés à des appels d'offres publics ou à des projets stratégiques. Cette approche permet aux ISC de se concentrer sur les contrats à haut risque ou de grande valeur, en veillant à ce que les problèmes potentiels soient identifiés à un stade précoce sans que les ressources ne soient surchargées.

Cependant, des défis subsistent. Les ISC doivent effectuer ces contrôles dans des délais très courts et la coordination avec d'autres entités d'audit ex ante peut donner lieu à des avis contradictoires. Si une ISC n'est pas d'accord avec l'approbation préalable d'un autre organisme lors d'un audit a posteriori, cela peut entraîner des retards ou des actions en justice, surtout si des ressources importantes ont déjà été engagées. Par conséquent, si l'audit ex ante renforce les contrôles préventifs, il nécessite une approche stratégique et collaborative afin de concilier rigueur et efficacité.

L'IA comme outil de transformation dans les examens de contrats ex ante

L'intelligence artificielle (IA) a transformé la manière dont les organisations juridiques et les entreprises à forte intensité contractuelle traitent les révisions d'accords. Les cabinets d'avocats, par exemple, utilisent des outils d'IA tels que Kira Systems pour analyser les contrats et signaler les incohérences ou les risques juridiques grâce au traitement du langage naturel (NLP). En outre, certaines entités gouvernementales ont adopté des algorithmes d'IA, tels que ceux utilisés par Palantir Technologies, pour analyser les données historiques relatives aux marchés publics afin de détecter des schémas de fraude, tels que l'attribution répétée de contrats sans appel d'offres. Les ISC peuvent appliquer ces pratiques fondées sur l'IA, qui transforment déjà les audits juridiques et judiciaires, pour révolutionner les audits des marchés publics. L'IA permet aux ISC de traiter de vastes volumes de données plus rapidement et avec plus de précision que les auditeurs humains, ce qui offre plusieurs avantages clés :

1. De l'échantillonnage à l'audit exhaustif des données : Dans de nombreuses juridictions, les réglementations ou les procédures limitent les ISC à auditer les contrats sur la base de seuils financiers, en se concentrant sur les contrats de grande valeur en raison de contraintes de temps et de ressources. Ce recours à l'échantillonnage ne permet pas d'examiner les contrats de moindre valeur. L'IA surmonte ces limites en permettant l'examen de tous les contrats, quelle que soit leur valeur, ce qui garantit une couverture complète de la conformité tout au long du processus de passation des marchés.

2. Amélioration de la conformité et de l'efficacité : La capacité de l'IA à identifier automatiquement les risques de conformité, tels que les clauses non conformes ou les termes clés manquants, améliore l'efficacité globale de l'audit. La détection des irrégularités s'en trouve améliorée, ce qui permet aux auditeurs de se concentrer sur les contrats à haut risque qui pourraient nécessiter un examen plus approfondi. Par exemple, les systèmes d'IA signalent les contrats dans lesquels il manque des clauses essentielles telles que des garanties d'exécution ou des conditions de responsabilité, ce qui simplifie les contrôles de conformité pour les auditeurs.

3. Évaluation préventive de la fraude : L'IA joue un rôle essentiel dans l'identification des signaux d'alarme précoces qui pourraient indiquer une fraude potentielle dans les contrats d'approvisionnement. En utilisant des algorithmes d'apprentissage automatique, l'IA peut détecter des anomalies telles que des calendriers de paiement inhabituels, des écarts importants dans la tarification ou des irrégularités dans le comportement des soumissionnaires - des signes d'alerte qui justifient un examen plus approfondi. Plutôt que de détecter la fraude après qu'elle se soit produite, le processus d'audit ex ante se concentre sur l'identification proactive de ces signaux d'alerte, ce qui permet aux auditeurs de traiter les risques potentiels avant qu'ils ne s'aggravent.

4. Audits proactifs en temps réel : L'un des aspects les plus transformateurs de l'IA est sa capacité à assurer un suivi en temps réel. Les outils d'IA peuvent analyser en continu les contrats nouvellement téléchargés, en signalant les problèmes dès qu'ils surviennent. Cette approche proactive renforce la gestion des risques, en permettant aux auditeurs d'aborder les problèmes potentiels plus tôt dans le cycle d'approvisionnement, plutôt que d'attendre les audits post-contractuels.

5. Des informations précieuses pour la planification des audits : Les examens ex ante des contrats d'audit pilotés par l'IA peuvent fournir des informations cruciales qui aident les ISC à mieux planifier leurs futurs audits. En analysant les données des contrats, les auditeurs peuvent identifier des risques clés, des faiblesses de contrôle ou des modèles qui peuvent informer la sélection des entités pour les plans d'audit annuels. En outre, ces informations peuvent aider les auditeurs à déterminer les domaines prioritaires pour les missions d'audit spécifiques des entités contractantes, ce qui améliore l'efficacité globale du processus d'audit.

Source: Adobe Stock Images, TarikVision

Mise en œuvre de l'IA dans le processus d'audit des contrats ex ante

Les ISC peuvent envisager les étapes suivantes pour mettre en œuvre l'IA dans le processus d'audit ex ante des contrats.

1. Construire une base numérique pour des audits alimentés par l'IA: La première étape, et la plus cruciale, pour tirer parti de l'IA dans les audits des marchés publics est la numérisation complète des contrats. Le passage des contrats papier aux formats numériques facilite l'accès, la gestion centralisée des données et l'amélioration de la transparence. Des technologies telles que la reconnaissance optique de caractères (ROC) jouent un rôle essentiel à cet égard en convertissant les documents papier numérisés en texte lisible par une machine, ce qui garantit que même les contrats non numériques peuvent être analysés par les systèmes d'IA. Le processus de numérisation devrait idéalement être initié et maintenu par les organismes de surveillance des marchés publics, car de nombreuses législations locales centralisent les données relatives aux marchés publics au sein de ces organisations. Cependant, les ISC peuvent se faire les championnes de la numérisation, en exhortant ces parties prenantes à lancer et à accélérer le processus afin de garantir des contrôles complets et transparents. En même temps, les ISC peuvent choisir de développer leurs propres systèmes numériques conformément à leur mandat, en particulier lorsque ces bases de données centralisées ne répondent pas entièrement à leurs besoins ou lorsqu'elles ont besoin de fonctions spécifiques pour des contrôles avancés.

2. Renforcer la collaboration numérique entre les ISC et les organismes de contrôle des marchés publics: Pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC), il est essentiel d'établir une solide intégration des données avec les organismes de réglementation, en particulier pour l'accès aux données centralisées sur les marchés publics. En mettant en place des systèmes de liaison électronique, les ISC peuvent se connecter directement aux bases de données gérées par les organes de contrôle des marchés publics. Les ISC n'ont donc pas besoin d'investir des ressources importantes pour développer leurs propres bases de données ou pour travailler directement avec les entités auditées, en particulier lorsqu'il s'agit de contrôler des contrats ou des agences de petite taille. Cette intégration électronique permet aux ISC d'effectuer des audits en temps réel, d'accéder aux données contractuelles les plus récentes et de concentrer leurs ressources sur les contrats de plus grande valeur ou sur les audits plus complexes. Cette approche rationalisée améliore l'efficacité des audits tout en réduisant la charge administrative des auditeurs et des entités auditées.

3. Extraction automatisée des données: Une fois que les contrats sont numérisés et que l'accès direct est établi par les ISC, les outils d'IA peuvent automatiquement extraire des informations essentielles, telles que les termes du contrat, les montants financiers et les parties impliquées. Cette capacité permet aux auditeurs d'identifier rapidement les risques potentiels et de prioriser leurs efforts sur les domaines signalés par le système. L'automatisation de l'extraction des données élimine le processus manuel et fastidieux d'examen des contrats à la recherche de détails pertinents, ce qui permet aux auditeurs de se concentrer sur les domaines à haut risque qui nécessitent un examen plus approfondi.

4. Analyse des données pilotée par l'IA: Une fois les données clés extraites des contrats d'approvisionnement, l'étape suivante consiste à utiliser ces informations pour une analyse complète. La capacité de l'IA à générer des statistiques détaillées, à identifier des modèles et à créer des résumés visuels fournit aux auditeurs des informations inestimables. En examinant de vastes ensembles de données, l'IA découvre des tendances et des corrélations cachées qui peuvent révéler des risques sous-jacents ou des inefficacités dans le processus de passation de marchés. Par exemple, l'IA peut mettre en évidence les clauses non conformes les plus fréquentes, ce qui permet aux auditeurs de se concentrer sur les problèmes systémiques potentiels. Cette analyse approfondie offre des pistes d'audit claires, facilitant la détection des irrégularités et la compilation des preuves pour une enquête plus approfondie.

5. Détection des anomalies par l'IA: L'IA utilise des algorithmes d'apprentissage automatique pour identifier les anomalies dans les conditions contractuelles, les prix et les clauses qui s'écartent des modèles d'approvisionnement standard. Ces écarts peuvent être le signe d'une fraude potentielle, d'une mauvaise gestion ou d'un non-respect des exigences de l'appel d'offres. Par exemple, des structures de prix inhabituelles, des calendriers de paiement anticipé ou l'absence de clauses de dommages-intérêts libératoires peuvent être signalés automatiquement. En mettant en évidence ces irrégularités, l'IA permet aux auditeurs de répondre rapidement à ces préoccupations, améliorant ainsi l'examen global des contrats de passation de marchés.

6. Catégorisation des anomalies et alertes alimentées par l'IA: Après avoir détecté des anomalies dans les contrats, les systèmes d'IA peuvent les classer en fonction de leur gravité, de leur type et de leur destination. Cette catégorisation intelligente permet au système d'avertir automatiquement l'autorité compétente, qu'il s'agisse d'un organisme de contrôle, d'une équipe d'audit ou d'une agence d'investigation publique. En attribuant les responsabilités en fonction de la nature de l'anomalie, l'IA garantit que les constatations sont traitées efficacement et par les bons experts. Par exemple, l'IA peut identifier une incohérence contractuelle mineure qui doit être traitée par l'entité concernée, tandis que des constatations plus sérieuses, comme une éventuelle fraude, peuvent être immédiatement transmises aux autorités chargées de l'enquête.

Conclusion

L'intégration de l'IA dans l'audit des marchés publics représente une opportunité de changement pour les ISC. En tirant parti des capacités avancées de l'IA, les ISC peuvent non seulement relever des défis de longue date tels que la limitation des ressources, l'échantillonnage d'audit et la détection tardive des risques, mais aussi améliorer le processus d'audit global en temps réel. Ce changement d'approche, qui consiste à passer d'examens a posteriori à des stratégies proactives et préventives, renforce la responsabilité publique et la transparence.

L'adoption de l'IA par les ISC n'est pas seulement un changement technique, mais un changement qui pourrait remodeler entièrement le paysage de l'audit. Cependant, pour que l'IA réalise son plein potentiel, les mandats et législations existants régissant les ISC doivent évoluer. Ces cadres doivent s'adapter aux processus pilotés par l'IA, permettant aux ISC d'adopter de nouvelles capacités d'audit jusqu'alors irréalisables. Ce faisant, les ISC seront en mesure de renforcer leur rôle de gardiennes de la transparence et de la confiance du public, ce qui se traduira par un contrôle plus efficace des activités de passation des marchés publics.

INTERNATIONAL JOURNAL

OF GOVERNMENT AUDITING